



Coe-Rexecode

Tableau de bord

Compétitivité de la France

Novembre 2006

Centre d'Observation Economique et de Recherches pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 - Siret : 784 361 164 000 30 - APE 911C

Siège social : 29 avenue Hoche - 75008 PARIS - Tél. (1) 01 53 89 20 89 - Fax (1) 01 45 63 86 79 - www.coe-rexecode.fr

Présentation générale et synthèse

Définition et méthodologie retenue

La définition de la compétitivité d'une économie retenue dans le cadre de ce tableau de bord est fondée sur deux éléments, le premier apparaissant comme l'un des principaux moyens d'atteindre le second dans un contexte de globalisation croissante.

- L'aptitude à produire des biens et des services qui satisfont au test de la concurrence internationale
- L'aptitude à augmenter simultanément et de façon durable le niveau de vie de leur population.

La première partie de ce tableau de bord présente une série d'indicateurs susceptible de permettre une évaluation « ex post » de la situation de la France de ce double point de vue. La seconde partie met en exergue des éléments susceptibles d'expliquer les régularités ainsi constatées et d'anticiper les évolutions à venir, à court ou à long terme. Une approche qualitative a été préférée à une approche quantitative consistant à noter la position des différentes économies au regard de certains critères pour construire des indicateurs synthétiques de compétitivité. Les conclusions établies sur la base de tels indicateurs sont en effet très dépendantes des choix méthodologiques effectués et par conséquent fragiles et discutables.

Sommaire

Synthèse	3
Les indicateurs de performances	5
Revenu par habitant	6
Solde commercial et solde de la balance des services	7
Pénétration du marché intérieur - Taux de pénétration des importations	8
Pénétration du marché intérieur - Comparaison internationale	9
Pénétration des marchés extérieurs - Parts de marché à l'importation	10
Performance relative à l'exportation - Marchandises	11
Performance relative à l'exportation par grandes zones - Biens	12
Performance relatives à l'exportation par type de produit - Biens	13
Performance relative à l'exportation - Services	14
Performance relative à l'exportation par marché - Services	16
Les déterminants traditionnels de la compétitivité	17
Performance à l'exportation et structure par produit des exportations	18
Performance à l'exportation et structure géographique des exportations ¹	19
Performance à l'exportation et structure géographique des exportations ²	20
Adéquation de la spécialisation aux évolutions du commerce mondial	21
Compétitivité-prix	22
Compétitivité-coût : coûts salariaux horaires	23
Compétitivité-coût : coûts salariaux unitaires	24
Productivité apparente du travail	25
Taux de marge des entreprises : ensemble de l'économie	26
Taux de marge des entreprises : industrie manufacturière	27
Innovation : familles de brevets triadiques	28
Innovation : dépenses intérieures en R & D	29
Innovation : dépenses intérieures en R & D des entreprises	30

Synthèse

Evolutions récentes de la compétitivité de la France : le constat

Les indicateurs présentés ici mettent en évidence une détérioration de la compétitivité de la France, au sens où nous l'avons définie, au cours de la période récente. Deux dérives semblent particulièrement préoccupantes. D'une part, en terme de niveau de vie par habitant, la divergence en défaveur de la France s'est accentuée au cours des dernières années vis-à-vis de pays qui avaient un niveau de vie équivalent voire supérieur. D'autre part, les performances commerciales relatives de la France apparaissent en net recul, jetant le doute sur sa capacité à produire des biens et des services qui satisfont au test de la concurrence internationale.

Relativement équilibré au regard de celui des autres pays de vieille industrialisation au cours de la dernière décennie, le solde commercial de la France s'est nettement détérioré à partir de 2004. Le creusement du déficit commercial, qui a franchi pour la première fois depuis presque quinze ans le seuil de 2 % du PIB fin 2005 paraît d'autant plus inquiétant qu'il se double d'une réduction de l'excédent de la balance des services. Si un accroissement du taux de pénétration des importations s'opère dans la plupart des secteurs à la fois sur longue période et à partir de 2004, c'est surtout la dégradation récente des performances relatives à l'exportation qui retient l'attention, dans la mesure où elle n'apparaît pas comme un phénomène commun à l'ensemble des pays de vieille industrialisation et où elle ne paraît pas reliée à des variations de court terme du change ou du prix des matières premières. Le tournant en la matière se situe semble-t-il en 1999. Depuis cette date, la valeur des exportations de la France a en effet progressé moins vite que celle des exportations de la zone euro prise dans son ensemble, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne, pays qui pourtant partageaient la même monnaie et étaient également importateurs nets de matières premières. Ce recul de la valeur des exportations françaises par rapport à celle de la zone euro apparaît de surcroît comme un problème de performance globale. Il est ininterrompu depuis 1999. Il concerne aussi bien les marchandises que les services et est perceptible sur la plupart des marchés nationaux et sur la plupart des marchés de produits ou de services.

Facteurs explicatifs et perspectives d'évolutions de la compétitivité de la France

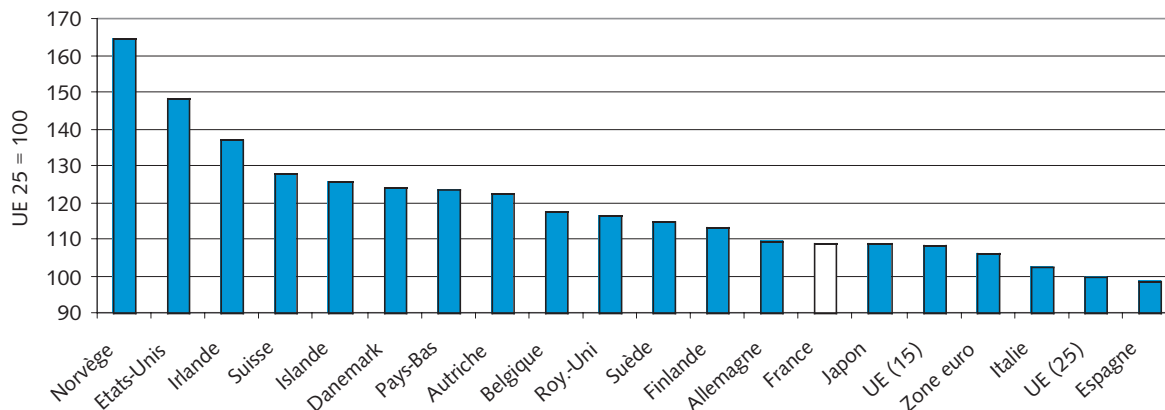
Les indicateurs construits pour tenter de mesurer l'impact des principaux déterminants de la compétitivité ne mettent pas en relief de facteur explicatif unique, susceptible de rendre compte à lui seul de l'ensemble des évolutions décrites ci-dessus. Ils pointent davantage sur une conjonction d'éléments dont le rôle a été plus ou moins important selon les marchés et selon les atouts dont disposaient les différents pays avec lesquels la France était en concurrence, dégagant néanmoins quelques pistes de réflexion. Si les explications qui relient la médiocre performance à l'exportation relative de la France à sa spécialisation géographique ou sectorielle paraissent insuffisantes, l'impact, direct ou indirect, des déterminants de coûts mérite en revanche sans doute un examen plus attentif. Les explications de la médiocre performance à l'exportation de la France par l'impact direct sur ses prix relatifs à l'exportation d'une dégradation de sa compétitivité coût dans le secteur exposé, c'est-à-dire dans l'industrie manufacturière, peuvent être invoquées dans certaines limites vis-à-vis de l'Allemagne. La détérioration de la compétitivité coût de la France relativement à l'Allemagne ne s'est en effet traduite par une dégradation de sa compétitivité prix relative qu'à partir de 2002. En revanche, parmi les grands pays de la zone euro, la France est, avec l'Italie, le seul pays qui, confronté à une dégradation de sa compétitivité coût dans l'industrie manufacturière a comprimé ses marges afin de limiter la dégradation de sa compétitivité prix. Une telle évolution risque d'être pénalisante en termes de compétitivité hors prix, dans la mesure où elle est peu à même de favoriser l'investissement notamment dans la promotion de l'innovation. Dans ce domaine, que l'on considère les familles de brevets triadiques ou les dépenses de recherche et développement, la position de la France paraît du reste nettement moins favorable que celle de l'Allemagne tandis que l'écart vis-à-vis de l'Espagne et de l'Italie s'est réduit au cours de la dernière décennie de manière défavorable à la France.

Les indicateurs de performances

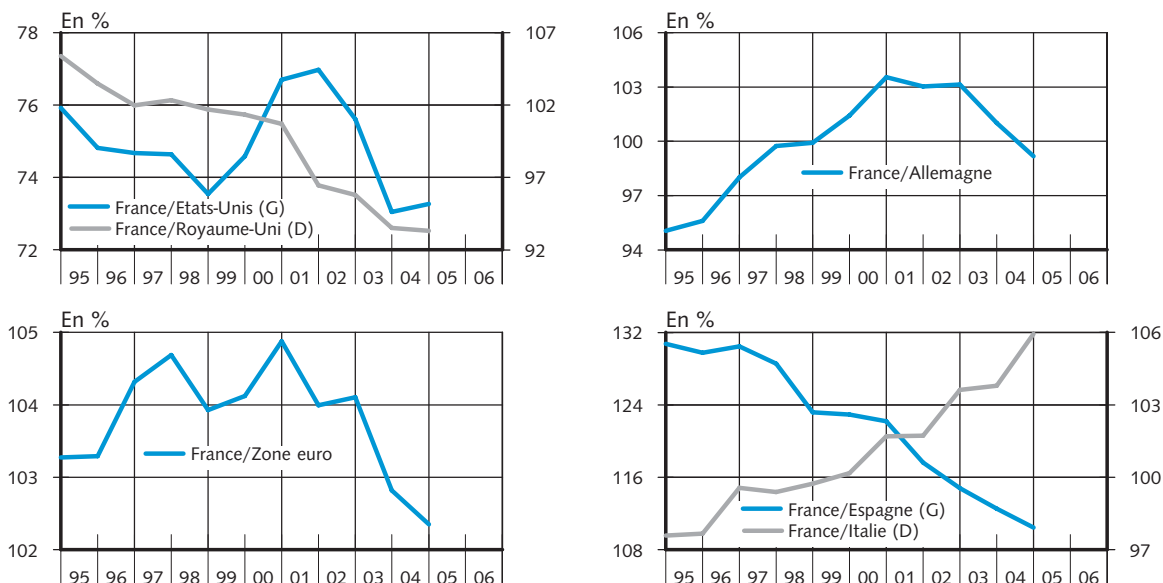
Revenu par habitant

En 2005, la France s'est classée au quatorzième rang en terme de **PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'achat (SPA)** parmi les 34 pays pour lesquels Eurostat publie des données. Son PIB par habitant en SPA s'inscrit notamment à un niveau inférieur de 26,8 % à celui des Etats-Unis et de 7 % à celui du Royaume-Uni. Il se situe également légèrement en deçà de celui de l'Allemagne et un peu au-delà de celui du Japon et de l'Union européenne à 15, les écarts étant toutefois trop faibles pour être significatifs. La France conserve une avance un peu plus importante (2,4 %) par rapport à la zone euro et surtout par rapport à l'Italie (6 %) et à l'Espagne (10,3 %). Toutefois, si l'avance de la France vis-à-vis de l'Italie s'est accentuée depuis 1995, les écarts ont en revanche continué à se réduire, en particulier à partir de 2001, vis-à-vis de la zone euro et de l'Espagne. Plus inquiétant, la divergence s'est accrue vis-à-vis de pays qui avaient un niveau de vie équivalent, voire nettement supérieur, au cours des dernières années : l'écart par rapport à l'Allemagne s'était réduit au cours des années 1990, il s'est à nouveau creusé à partir de 2003, comme avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

PIB par habitant en SPA en 2005



Evolutions comparées : PIB par habitant en SPA



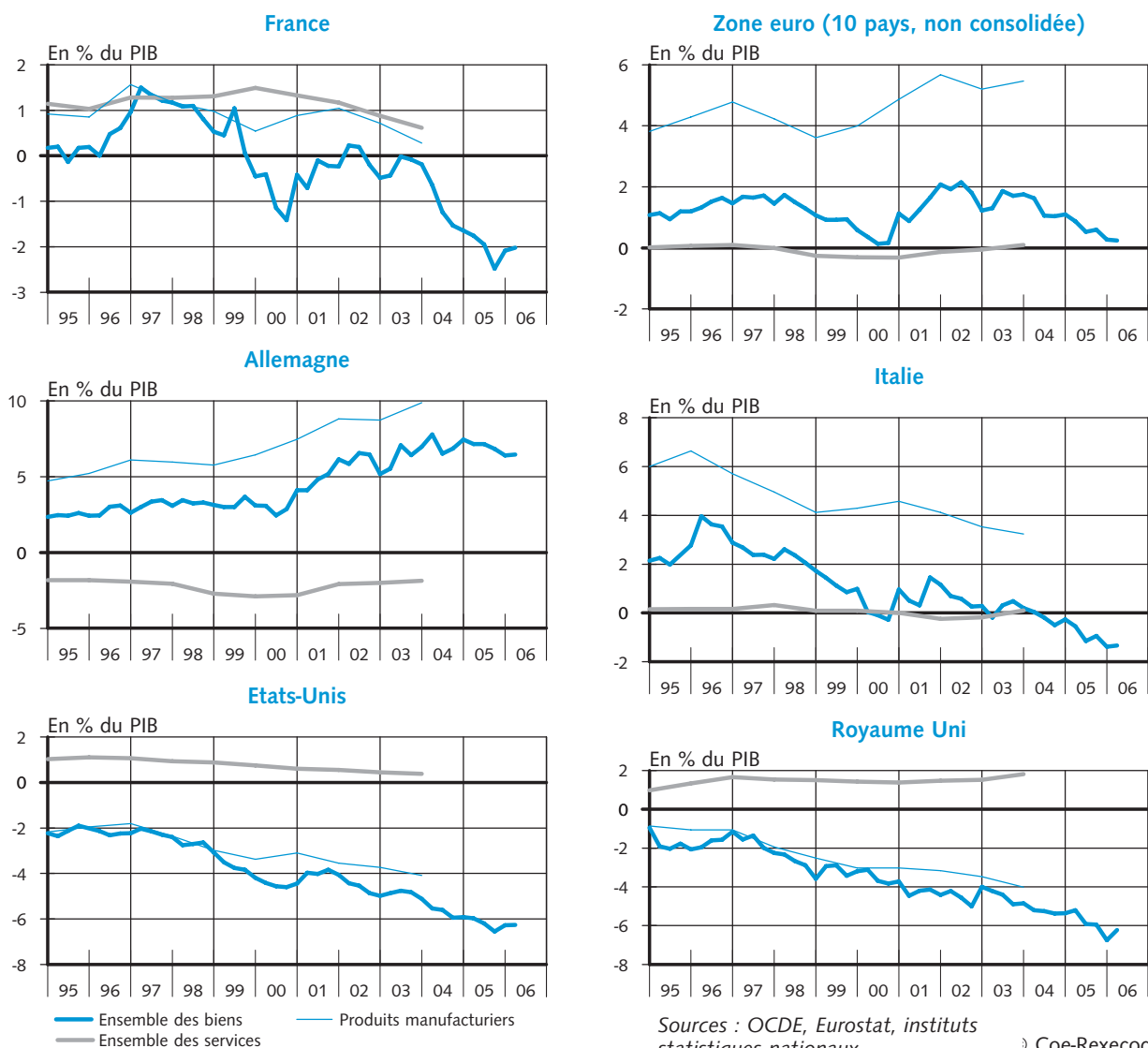
Source: Eurostat

© Coe-Rexecode

Solde commercial et solde de la balance des services

Parmi les pays de vieille industrialisation, la France est, avec les pays de la zone euro pris dans leur ensemble et l'Italie, l'un des seuls pays dont la balance commerciale soit demeurée à un niveau proche de l'équilibre depuis le début des années 1990, avec des excédents ou des déficits n'ayant jamais dépassé 2,5 % du PIB. Toutefois, le déficit commercial français s'est nettement creusé à partir de début 2004, ressortant à 2,5 % du PIB au cours du quatrième trimestre 2005 avant de connaître une stabilisation dont les données disponibles pour le troisième trimestre 2006 laissent à penser qu'elle pourrait être éphémère. Cette dérive paraît d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne également d'une réduction de l'excédent de la balance des services, qui est passé de 1,5 % du PIB en 2000 à 0,6 % en 2004, dernière année pour laquelle Eurostat publie des données. Cette évolution n'est toutefois pas propre à la France. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont même affiché un déficit pour la balance des services supérieur à 4 % du PIB en 2004 et un déficit commercial supérieur à 6 % du PIB au deuxième trimestre 2006. Seule l'Allemagne, qui affiche des excédents de plus en plus importants pour les échanges de biens, fait exception.

Solde commercial et solde de la balance des services

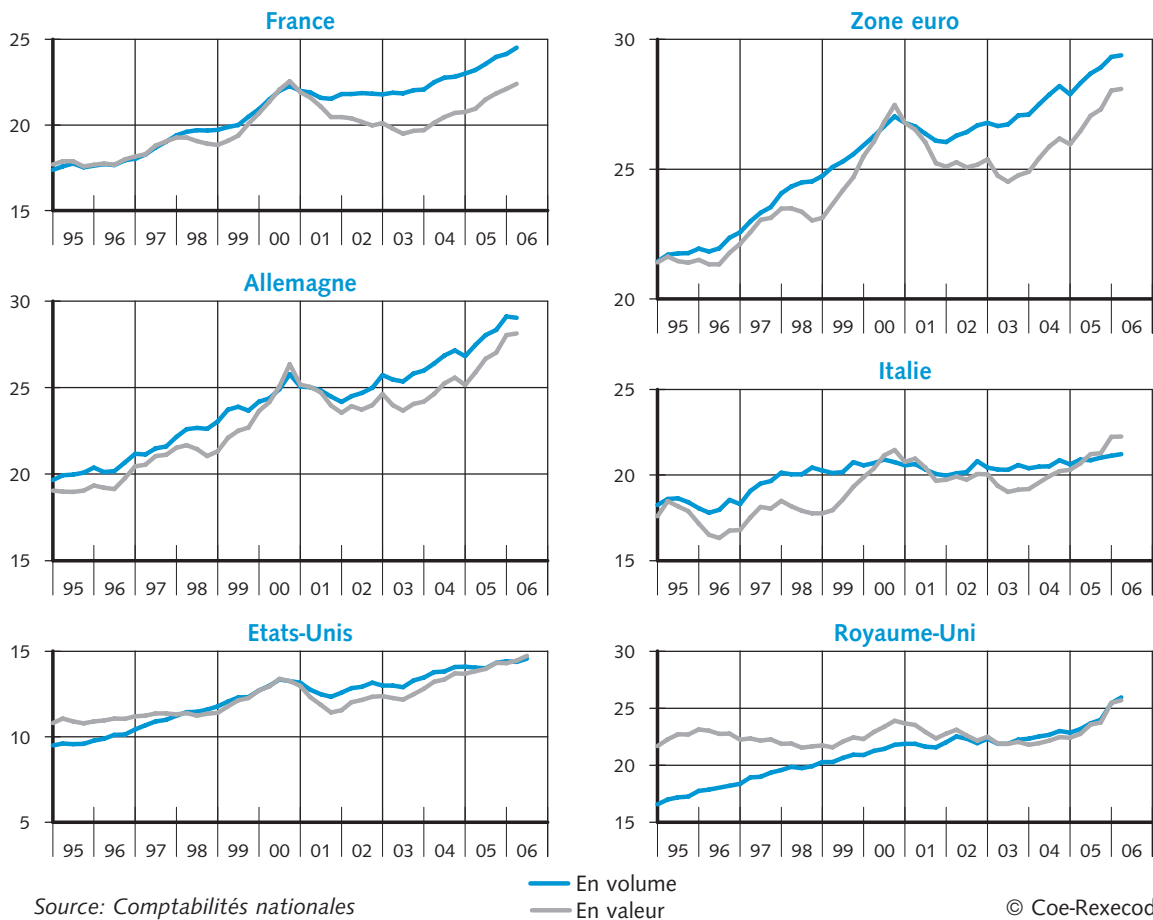


Sources : OCDE, Eurostat, instituts statistiques nationaux,) Coe-Rexecode

Pénétration du marché intérieur - Comparaison internationale

Le phénomène de pénétration croissante du marché intérieur français par les importations s'observe également dans la plupart des économies les plus développées. L'évolution récente du taux de pénétration des importations a également été relativement parallèle entre ces économies. En progression rapide à la fin des années 1990 lors de la précédente phase de haute conjoncture, il s'est ensuite replié lors des premières années de la décennie 2000 avant de rebondir début 2004. L'accélération de la pénétration du marché intérieur est particulièrement vive en Allemagne depuis cette date. Entre 2004 et 2006, la progression des importations en volume en Allemagne a été de 20,1 % quand l'ensemble de la ressource avançait de 7,5 %. Elle est toutefois à peine moins rapide dans le cas de la France, ces progressions étant ressorties respectivement à 19,5 % et 7,6 %. Sur longue période une accélération de la pénétration du marché intérieur s'opère. Entre 1973 et 1995, l'élasticité des importations à la progression de l'ensemble de la ressource avait été de 1,7. Elle a été de 1,9 entre 1995 et 2005 et donc de 2,6 depuis début 2004. L'ouverture du marché américain aux importations est inférieure de moitié à celle de l'ensemble de la zone euro (non consolidée) du fait principalement de la prise en compte dans cette dernière des échanges intra-zone.

Comparaison internationale du taux de pénétration des importations (importations/PIB + importations)



Source: Comptabilités nationales

© Coe-Rexecode

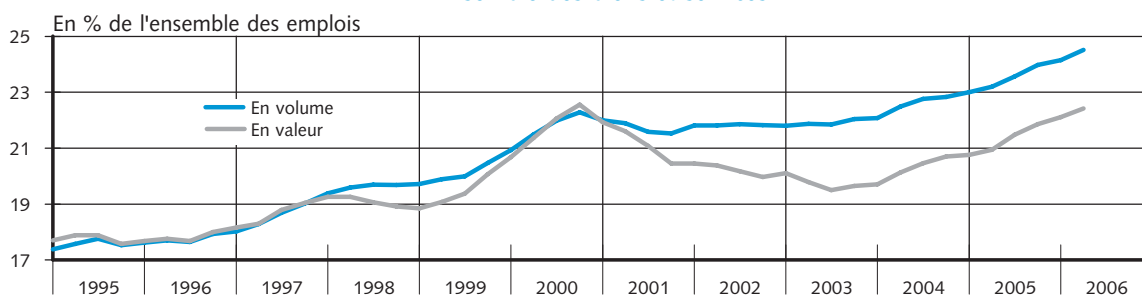
Pénétration du marché intérieur - Taux de pénétration des importations

La mesure du taux de pénétration d'une économie par les importations consiste à rapporter le montant des importations à celui des ressources utilisées au sein de cette économie. Elle peut être établie en valeur comme en volume.

Le taux de pénétration des importations s'accroît de manière régulière en France à mesure de son insertion croissante dans la mondialisation. Des discontinuités apparaissent toutefois. Ainsi le taux de pénétration de l'ensemble de ressources en biens et services progresse à nouveau vivement depuis début 2004 après trois années de relative stabilité. En particulier, la pénétration du marché national des biens de consommation par les importations s'est vivement renforcée depuis deux ans. Il en va de même en ce qui concerne le marché des biens d'équipement. Cette mesure illustre combien toute relance de la consommation aboutit à des fuites à l'importation croissantes et soutient de moins en moins la production locale.

France : taux de pénétration des importations

Ensemble des biens et services

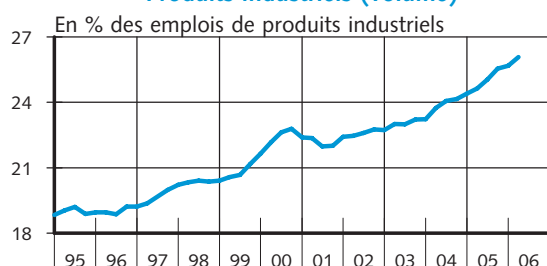


Source : Insee

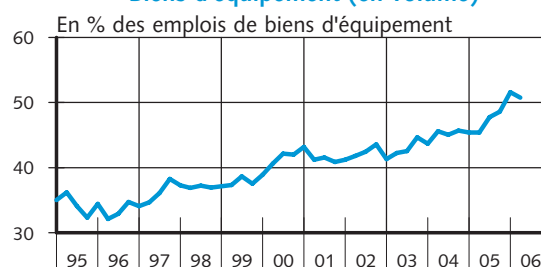
© Coe-Rexecode

Aspects sectoriels

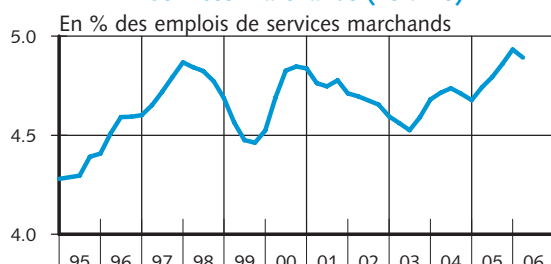
Produits industriels (volume)



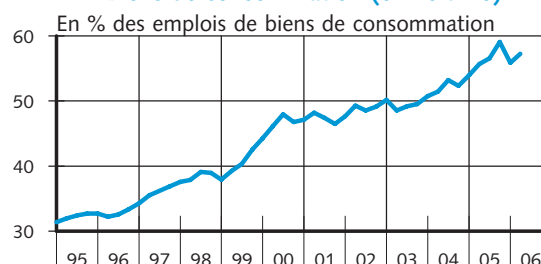
Biens d'équipement (en volume)



Services marchands (volume)



Biens de consommation (en volume)



Source: Insee

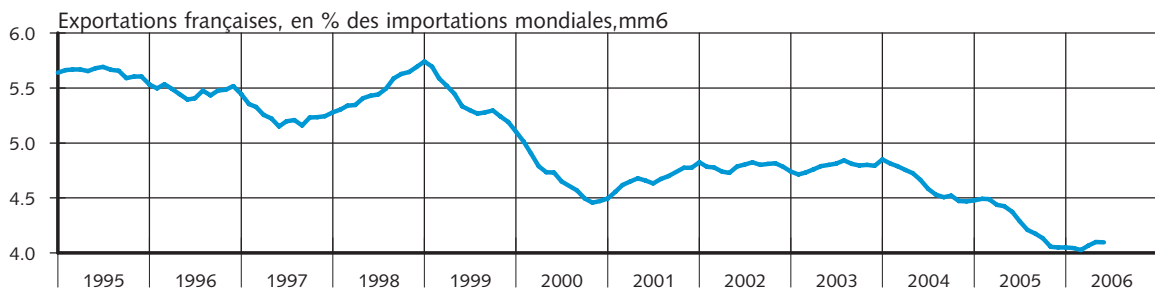
© Coe-Rexecode

Pénétration des marchés extérieurs - Parts de marché à l'importation

A partir de la mi-1999, les parts de marché mondiales à l'exportation de la France en valeur, définies comme le rapport entre les exportations de la France et les importations mondiales exprimées en dollars courants, ont renoué avec la tendance baissière qui était la leur depuis le début des années 1990. En d'autres termes, la valeur en dollar des exportations françaises a progressé sur la période à un rythme inférieur à celui de la valeur des importations mondiales. Cette évolution n'est pas spécifique à la France. Parmi les pays de vieille industrialisation, seuls les Pays Bas et l'Irlande ont vu leur part de marché mondiale à l'exportation s'accroître depuis 1995.

Ce recul des parts de marché mondiales à l'exportation de la France n'apparaît pas comme le fruit d'un choc localisé survenu sur quelques marchés spécifiques. Depuis 1999, la valeur des exportations de la France à destination de chacun des principaux marchés mondiaux (Etats-Unis, Royaume Uni, Zone euro, Japon, Asie émergente, Amérique latine, Afrique et Moyen Orient) a progressé moins vite que la valeur des importations totales de chacun de ces marchés.

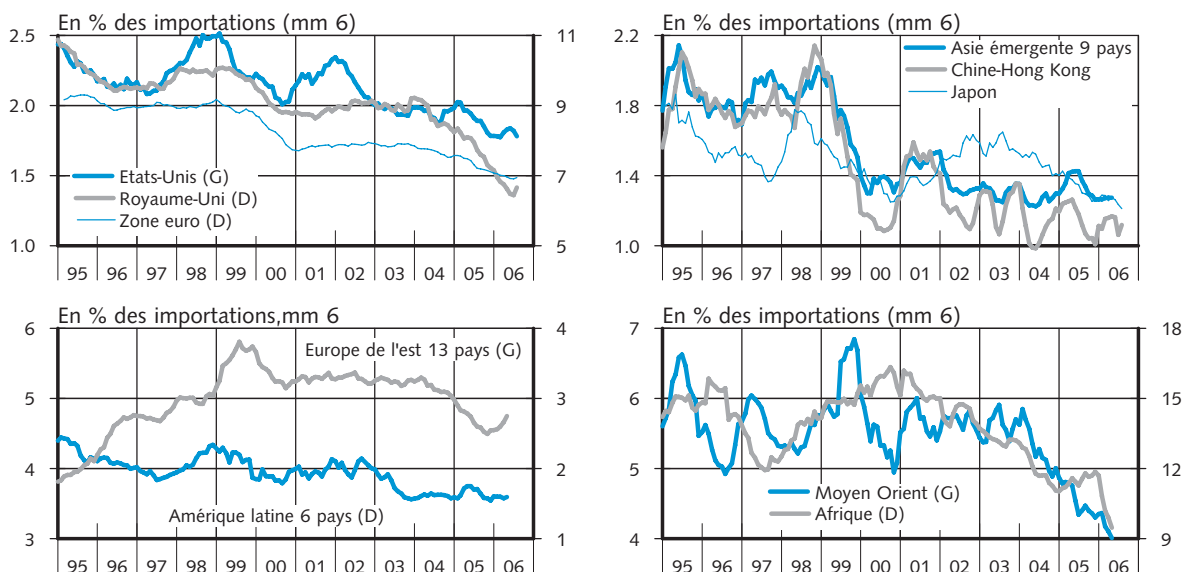
Parts de marché à l'exportation détenues par les exportations françaises (ensemble des biens, valeur)



Source : Douanes nationales

© Coe-Rexecode

sur les principaux marchés (ensemble des biens, valeur)



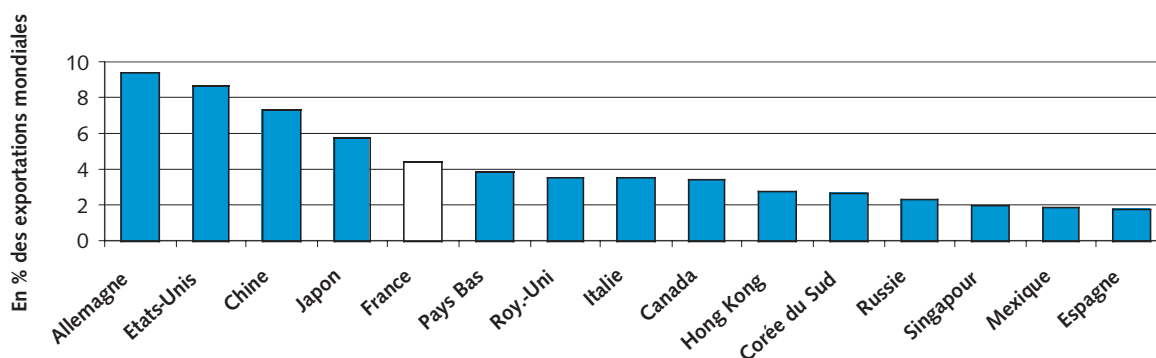
Sources : FMI, Douanes françaises

© Coe-Rexecode

Performance relative à l'exportation - Marchandises

Le recul du poids des exportations de la France en dollars courants dans les importations mondiales observé à partir de 1999 notamment, peut difficilement être attribué aux variations du taux de change ou aux modifications de prix relatifs résultant notamment des fluctuations du cours des matières premières. De fait la valeur des exportations de la France a progressé nettement moins vite au cours des dernières années que celles des exportations de pays qui pourtant partageaient la même monnaie et étaient également importateurs nets de matières premières. Que l'on considère la zone euro dans son ensemble ou les trois autres pays de taille comparable à celle de la France que sont l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne, un net décrochage est perceptible à partir de 1999. La France demeurerait toutefois encore, au regard du poids de ses exportations dans les exportations mondiales, le cinquième exportateur mondial en 2005, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et le Japon.

Classement des pays selon le poids de leurs exportations dans les exportations mondiales de biens, exprimées en dollars courants, en 2005



Evolutions comparées des exportations de biens (valeur)

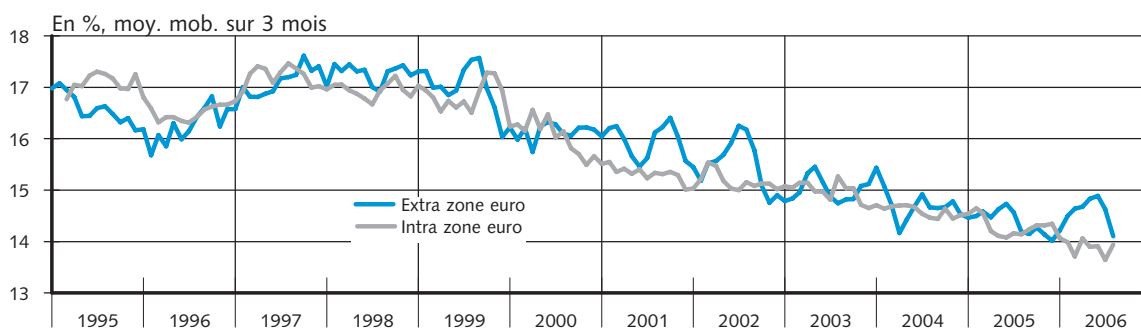


Sources : Douanes nationales et Eurostat

Performance relative à l'exportation par grandes zones - Biens

Le décrochage observé à partir de 1999 de la valeur des exportations de la France par rapport à celle de la zone euro prise dans son ensemble apparaît davantage comme un problème de performance globale que comme un problème de performances spécifiques sur certains marchés. Le **poids des exportations de la France, en dollars courants, par rapport à celle de la zone euro** a en effet reculé sur plus des trois cinquièmes des différents marchés nationaux entre 1999 et 2005. Un léger décalage dans le temps est toutefois parfois perceptible selon les zones ou les pays, évoquant certains facteurs explicatifs spécifiques. Le décrochage sur les marchés intra-zone euro s'amorce ainsi à partir de début 1999 alors que le décrochage sur les marchés extra-zone euro débute plutôt fin 1999. A un niveau plus fin, le recul du poids des exportations françaises, en dollars courants, dans celles de la zone euro sur les marchés latino américain date de la mi-2002 et est donc postérieur à celui observé sur les marchés d'Asie émergente, d'Europe de l'Est, d'Afrique, du Moyen Orient, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui s'opèrent entre fin 1998 et début 2001.

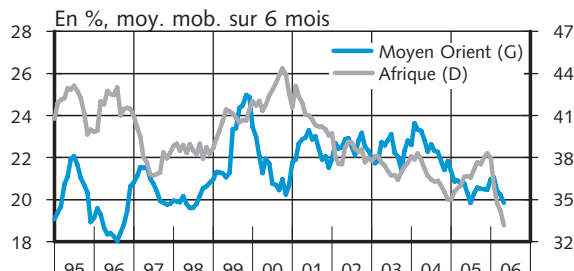
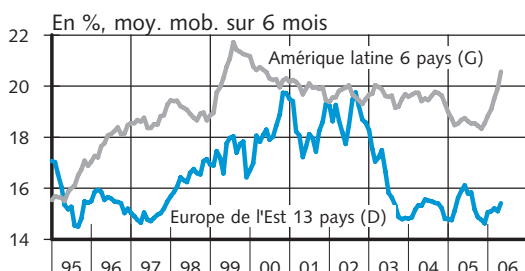
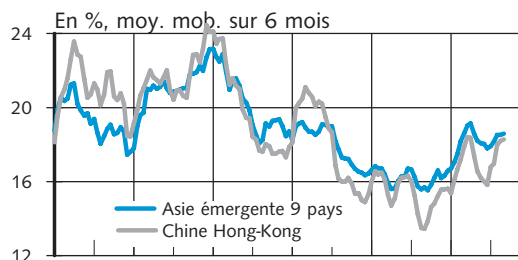
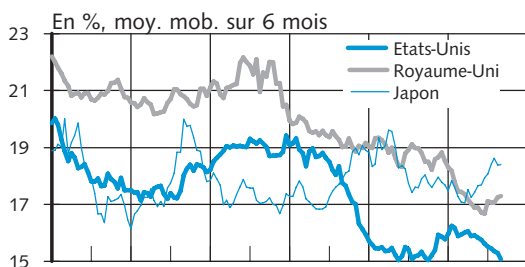
Exportations France/zone euro (ensemble des biens, valeur)



Sources : Eurostat et douanes françaises

© Coe-Rexecode

Exportations France/zone euro (ensemble de biens, valeur)



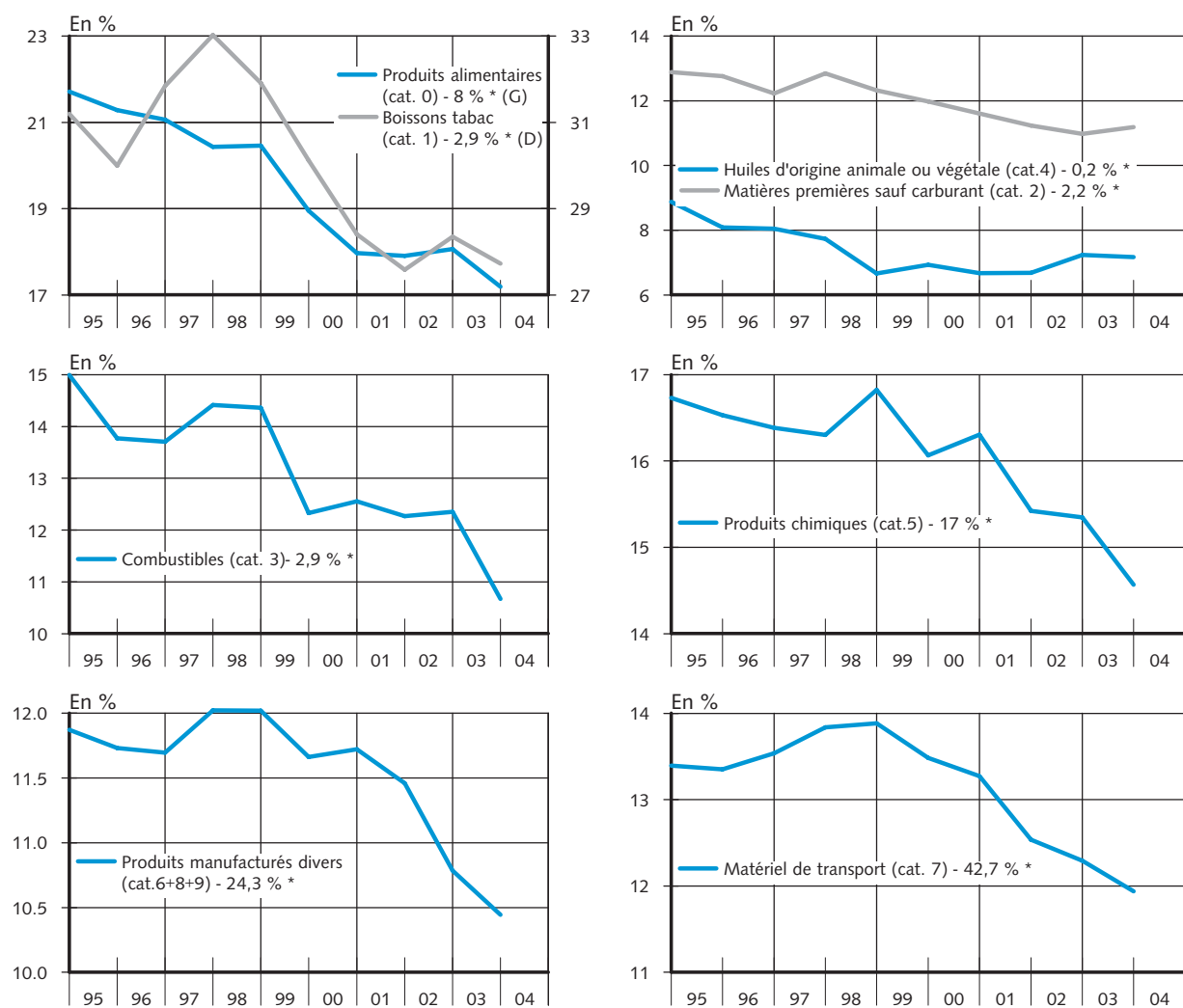
Source: FMI

© Coe-Rexecode

Performances relatives à l'exportation par type de produit - Biens

Le décrochage observé à partir de 1999 de la valeur des exportations de la France par rapport à celle des exportations de la zone euro (non consolidée) prise dans son ensemble apparaît également davantage comme un problème de performance globale que comme un problème de performances spécifiques sur certaines catégories de produits. Le **poids des exportations de la France, en dollars courants, par rapport à celle de la zone euro** a en effet reculé sur toutes les grandes catégories de produits de la nomenclature (SITC Rev 3) entre 1995 et 2004, dernière date pour laquelle l'OCDE fournit des données ventilées par produits. Un décrochage est particulièrement net à partir de 1999. Sur la période 1999-2004, la progression des exportations de la France a été inférieure à celle de la zone euro prise dans son ensemble pour 1893 des 2977 produits élémentaires pour lesquels les données sont disponibles.

Exportations France/zone euro (ensemble de biens, valeur)



* Poids des exportations de chaque catégorie de produit dans les exportations totales de la France en valeur

Source : OCDE

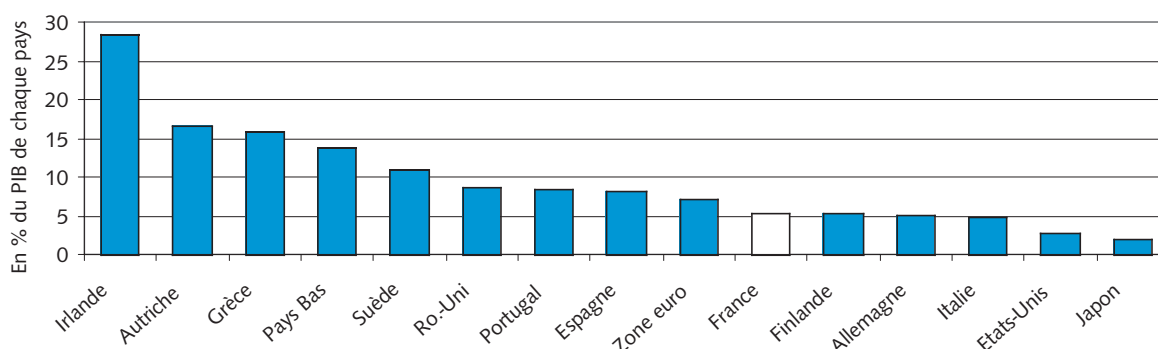
© Coe-Rexecode

Performance relative à l'exportation - Services

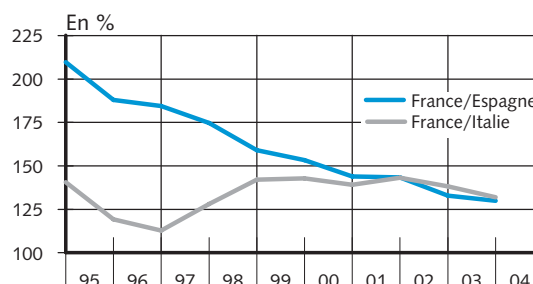
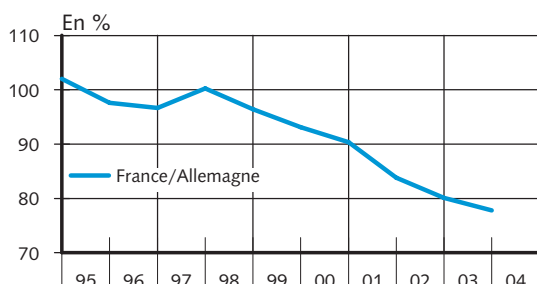
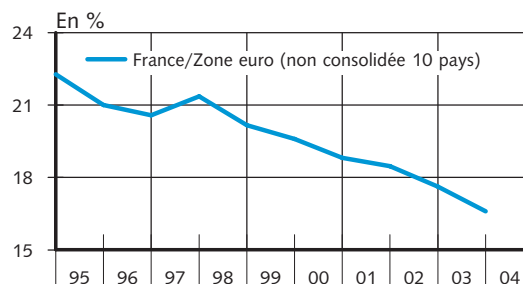
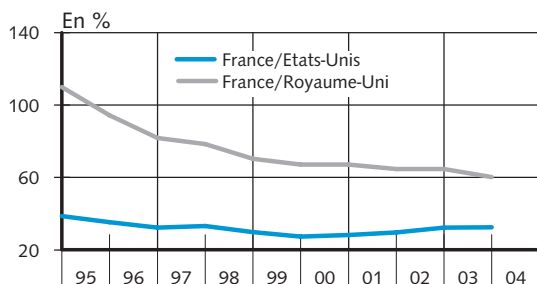
Les échanges internationaux de services ne représentent encore qu'une portion marginale de l'ensemble des échanges extérieurs d'une économie. Dans le cas de la France, les exportations de services (y compris les recettes liées aux voyages effectués par des non-résidents sur le territoire français) ressortent à un montant équivalent à 5,5 % du PIB en 2005 quand le poids des exportations de marchandises dans le PIB est de 20,6 %. Le poids des exportations de services dans l'économie française reste ainsi en retrait de celui atteint dans d'autres économies développées comme le Royaume-Uni.

A l'image de ce qui s'observe pour les échanges de marchandises, le poids des exportations françaises de services dans celles effectuées par les autres économies développées recule de manière régulière depuis plusieurs années. En particulier, en 1998, les exportations françaises de services représentaient 21,4 % des exportations de services effectuées par les pays de la zone euro. Cette proportion n'était plus que de 16,6 % en 2004. Une fois corrigées du nombre d'habitants, les exportations françaises de services sont désormais équivalentes aux exportations allemandes de services.

Classement des pays selon le poids de leurs exportations de services dans leur PIB en %



Evolutions comparées des exportations de services (valeur)



Source: Eurostat

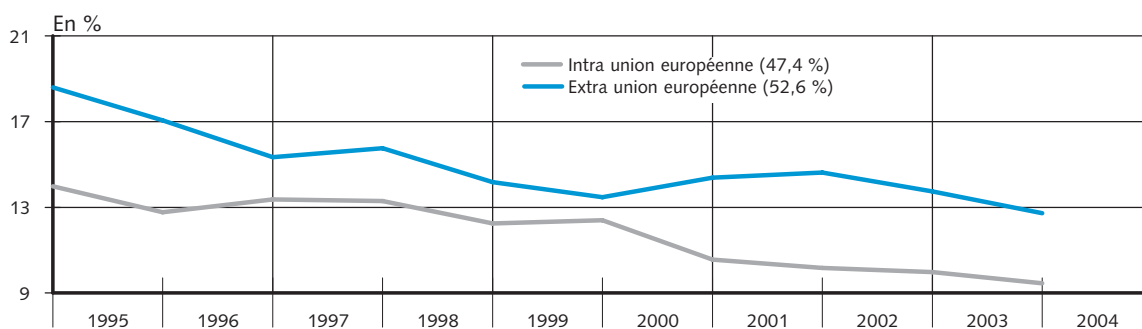
© Coe-Rexecode

Performance relative à l'exportation par marché - Services

Le recul du poids relatif des exportations françaises de services dans celles effectuées par l'ensemble des pays de l'Union européenne s'observe sur la plupart des principaux marchés. Il est particulièrement accusé dans le cas des échanges internes à l'Union européenne. En l'espace de neuf ans, le poids des exportations françaises de services dans les échanges de services réalisés entre pays membres de l'Union européenne a reculé de 14 % en 1995 à 9,5 % en 2004. A cette dernière date, les exportations françaises de services à destination de l'Union européenne étaient d'un montant inférieur de 7,7 % à leur montant record inscrit en 2000 alors que les échanges de services intra-UE avaient progressé de 21 % dans l'intervalle.

Au cours des quatre dernières années pour lesquelles cette mesure a pu être établie, la part des exportations françaises de services dans celles effectuées par l'ensemble des pays de l'UE a progressé pour les échanges à destination de la Chine, de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient. Pris ensemble ces pays ne représentent toutefois que 5,5 % des exportations françaises de services. Partout ailleurs, le poids relatif des exportations françaises de services a reculé.

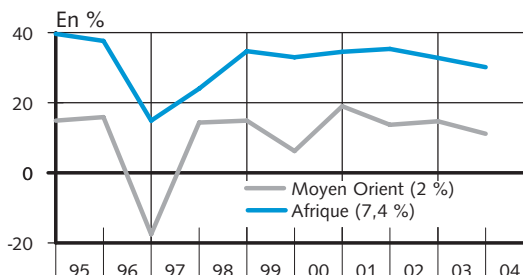
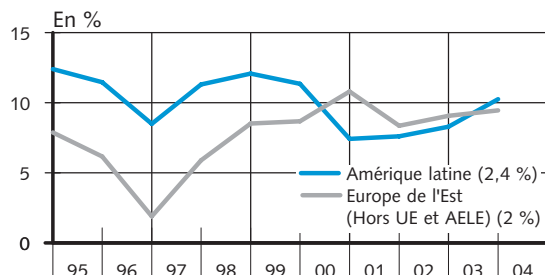
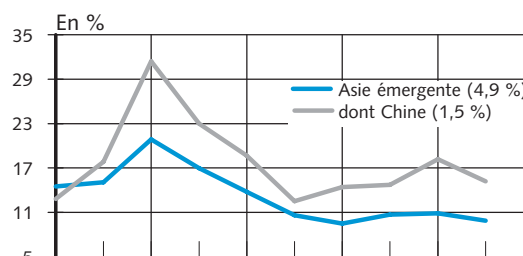
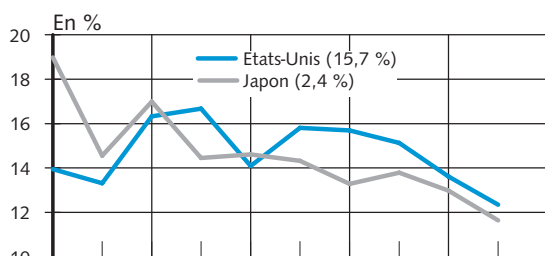
Exportations France/Union européenne à 15 (ensemble des services, valeur)



Source : Eurostat

© Coe-Rexecode

Exportations France/Union européenne à 15 (services, valeur)



Source: Eurostat

Entre parenthèses : Poids de chaque zone dans les exportations françaises de services en 2004

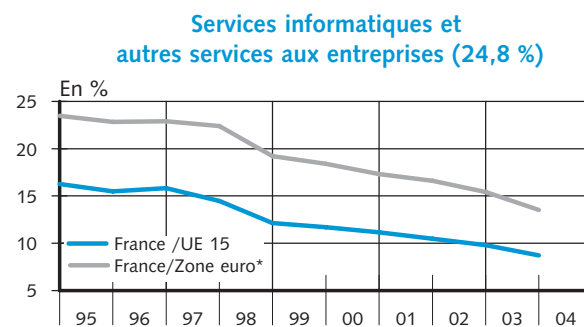
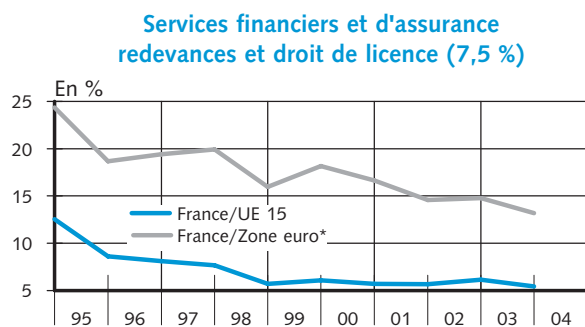
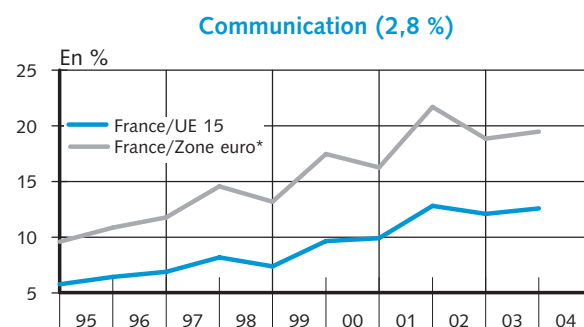
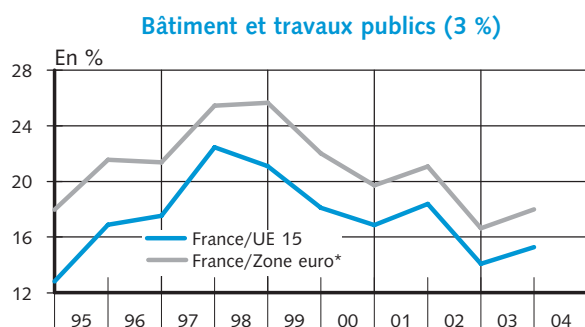
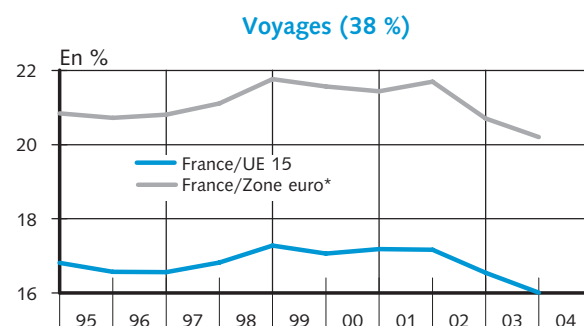
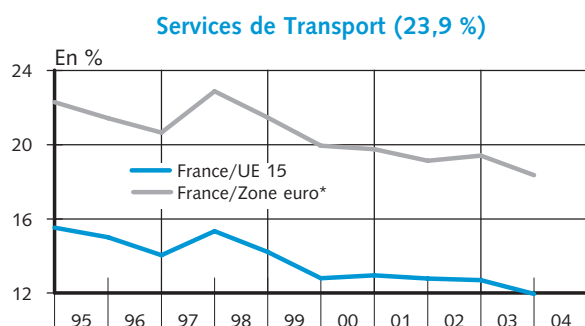
© Coe-Rexecode

Performance relative à l'exportation par type de service

La part des exportations françaises de services dans les exportations de services effectuées par dix des douze pays de la zone euro (Belgique et Luxembourg exclus), toutes destinations confondues, a reculé entre 1999 et 2004 pour la majorité des types de services échangés. Elle s'est établie à hauteur de 17 % en 2004 contre 20,6 % en 1999. Cette part s'est stabilisée à un niveau bas dans le cas des échanges internationaux de services financiers. Elle s'est redressée dans le cas des échanges de services de communications. La part de ce dernier type d'échanges dans l'ensemble des échanges de services effectués depuis la France n'excède toutefois pas 3 %.

Le recul de la part de marché détenue par les exportations françaises de services a pour contrepartie une progression de la part détenue par les exportations effectuées depuis l'Irlande notamment dans les échanges de services financiers, d'assurance et en redevances et droits de licences. Dans le domaine des exportations de services de transports, le recul relatif du pavillon français a pour contrepartie des gains de part de marché pour le pavillon allemand.

Exportations France/Union européenne ou France/zone euro (services, valeur)



* Zone euro non consolidée, 10 pays
Entre parenthèses, poids de chaque type de services dans les exportations françaises de services en 2004

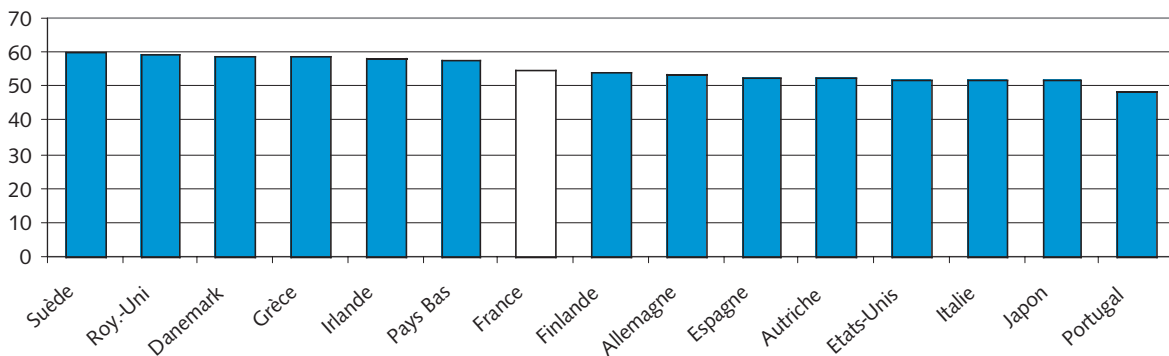
Source : Eurostat

Les déterminants traditionnels de la compétitivité

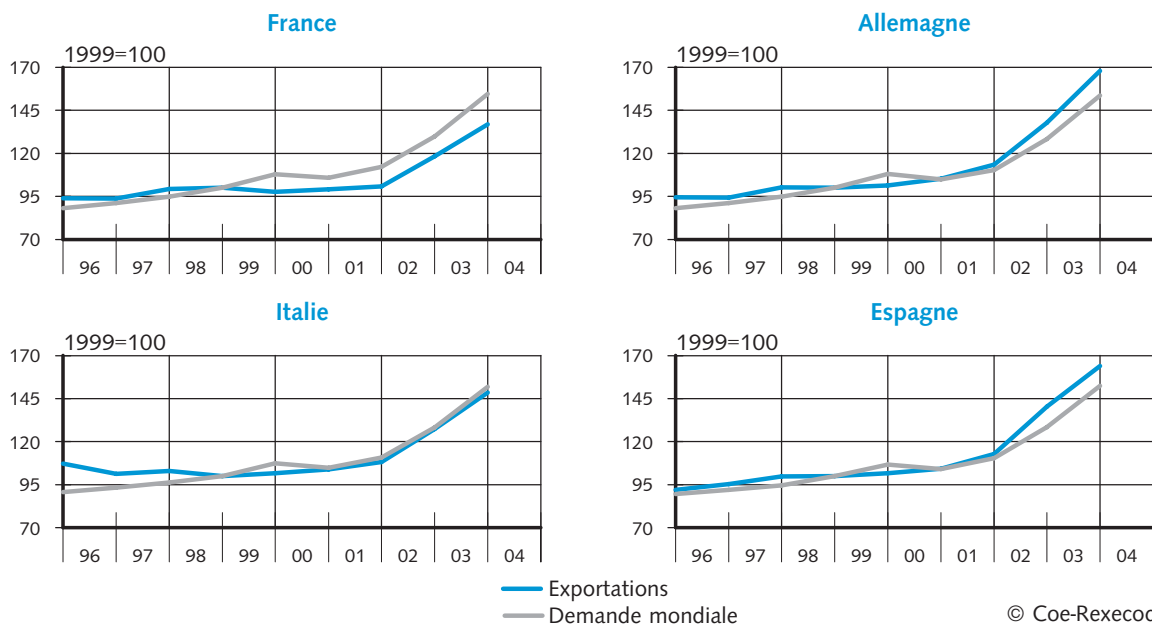
Performance à l'exportation et structure par produit des exportations

Les écarts entre la croissance de la valeur de la demande mondiale de marchandises impliquée par la **structure par produit** des exportations de la France et celle impliquée par la structure par produit des exportations des autres pays de la zone euro ne suffisent pas à expliquer les différentiels de performances à l'exportation observés. Certes, la croissance de la demande mondiale adressée à la France a été inférieure de 1,1 point de pourcentage à la croissance de la demande mondiale adressée à l'Allemagne entre 1999 et 2004. Toutefois, sur la même période, les exportations allemandes ont progressé à un rythme supérieur de 31,9 points de pourcentage à celui des exportations françaises. Avec l'Espagne et l'Italie, les écarts constatés en termes de croissance de la valeur de la demande mondiale et de la valeur des exportations sont même de signe opposé. De fait la France et l'Italie, au contraire de l'Allemagne et de l'Espagne, ont vu la valeur de leurs exportations progresser à un rythme inférieur à celui de la demande mondiale qui leur était adressée. En d'autres termes, elles n'ont pas su profiter de l'impulsion occasionnée par la croissance de leurs marchés de produits.

Croissance en % entre 1999 et 2004 de la valeur de la demande mondiale impliquée par la structure par produits des exportations de biens



Demande mondiale impliquée par la stucture par produits des exportations et exportations

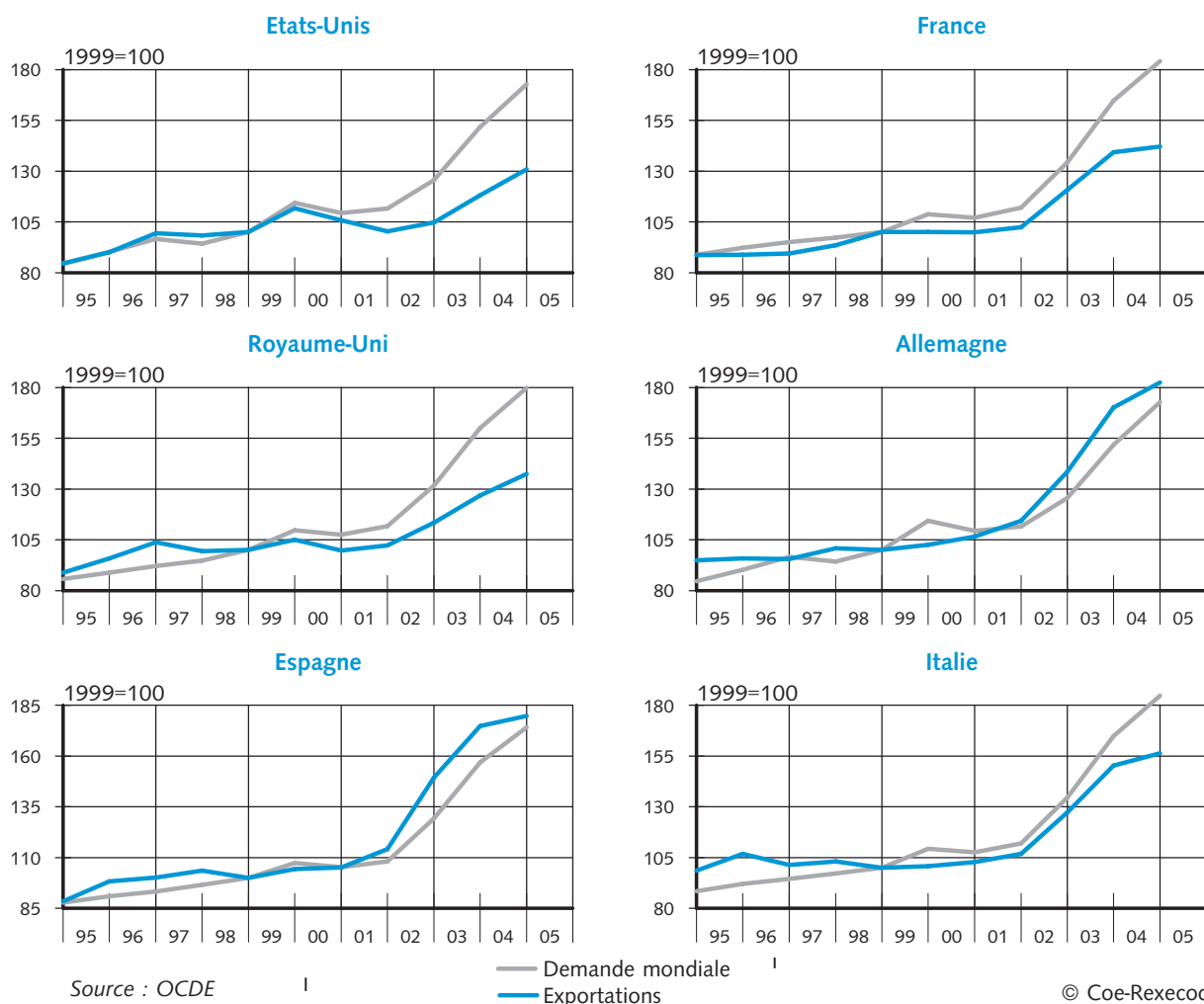


© Coe-Rexecode

Performance à l'exportation et structure géographique des exportations¹

Les écarts entre la croissance de la valeur de la demande mondiale de marchandises impliquée par la structure géographique des exportations de la France et des autres grands pays de la zone euro ne suffit pas davantage à expliquer les différentiels de performances à l'exportation observés au cours des dernières années. Certes, la croissance de la demande mondiale adressée à la France a été inférieure de 0,7 points de pourcentage à la croissance de la demande mondiale adressée à l'Allemagne entre 1999 et 2005. Toutefois, sur la même période les exportations allemandes ont progressé à un rythme supérieur de 35,9 points de pourcentage à celui des exportations françaises. De même, relativement à l'Espagne et à l'Italie, les écarts de croissance de la valeur de la demande mondiale ont été légèrement favorables de la France sur la période 1999-2005. Pourtant, la croissance des exportations de marchandises en valeur de la France a été inférieure de 12,9 point de pourcentage à celle de l'Italie et de 30,2 points de pourcentage à celle de l'Espagne. En revanche, en ce qui concerne le différentiel de performance à l'exportation, favorable à la France, observé sur la période vis-à-vis des Etats-Unis et du Royaume-Uni, les écarts de croissance de la valeur de la demande mondiale semblent relativement significatifs.

Demande mondiale impliquée par la structure géographique des exportations et exportations Biens (valeur)



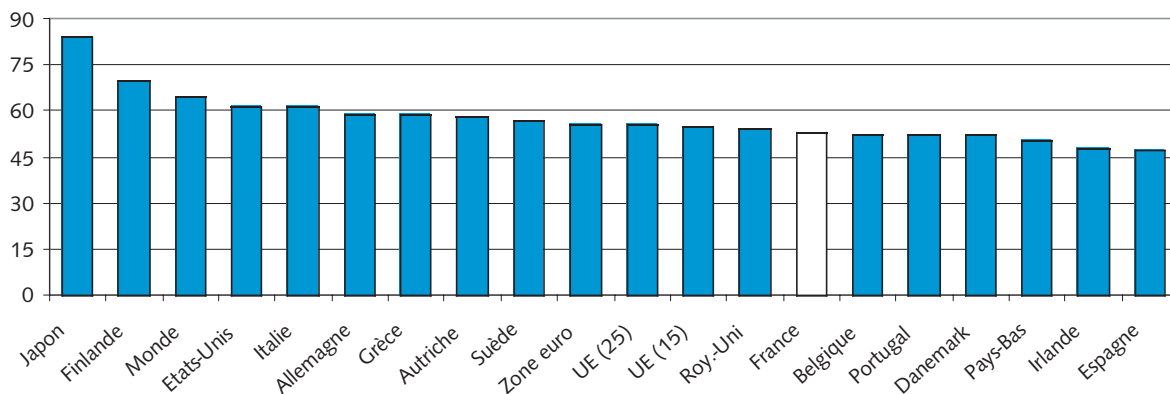
Source : OCDE

© Coe-Rexecode

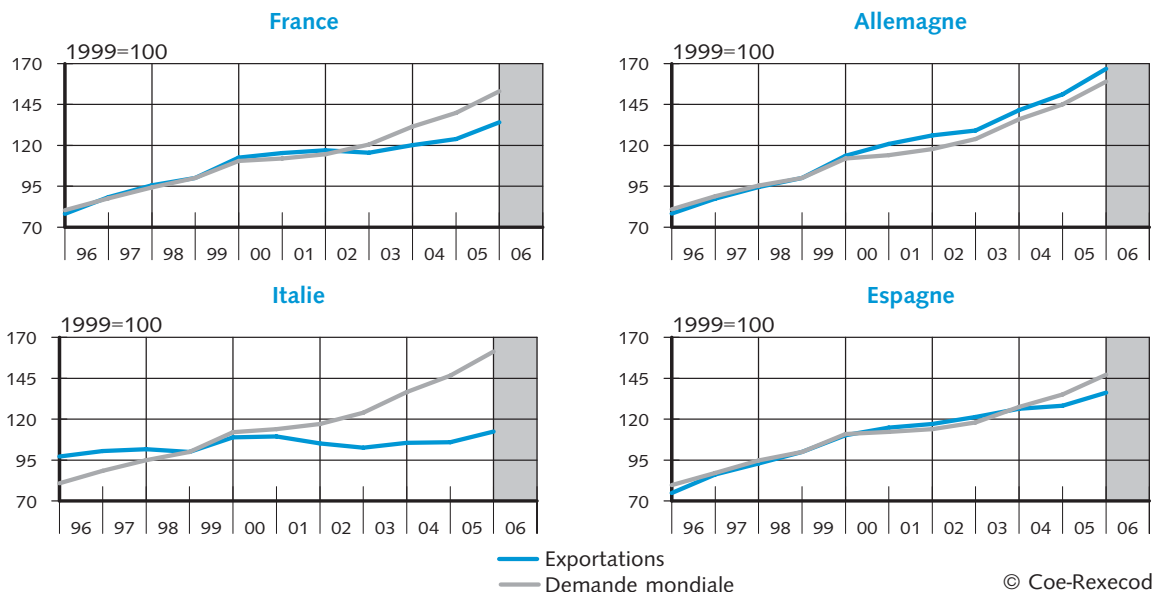
Performance à l'exportation et structure géographique des exportations²

Le constat en ce qui concerne l'impact de la demande mondiale impliquée par la structure géographique des exportations sur le différentiel de performance à l'exportation des principaux pays de la zone euro ne change pas lorsque l'on raisonne à prix constant et sur les exportations de biens et de services. Certes, la croissance de la demande mondiale adressée à la France, exprimée en volume, a été inférieure de 6,1 points de pourcentage à celle de la demande mondiale adressée à l'Allemagne depuis 1999. Toutefois, sur la même période, les exportations allemandes en volume ont progressé à un rythme supérieur de 32,7 points de pourcentage à celui des exportations françaises. Avec l'Espagne et l'Italie, les écarts constatés en termes de croissance du volume de la demande mondiale sont toujours de signe opposé aux écarts de croissance du volume des exportations depuis 1999. De fait, la France et l'Italie, au contraire de l'Allemagne et de l'Espagne, ont vu le volume de leurs exportations progresser à un rythme inférieur à celui de la demande mondiale qui leur était adressée sur la période. En d'autres termes, elles n'ont pas su profiter de l'impulsion occasionnée par la croissance de leurs marchés à l'exportation.

Croissance en % entre 1999 et 2006 du volume de la demande mondiale impliquée par la structure géographique des exportations de biens et services



Demande mondiale impliquée par la structure géographique des exportations et exportations Biens et services (volume)

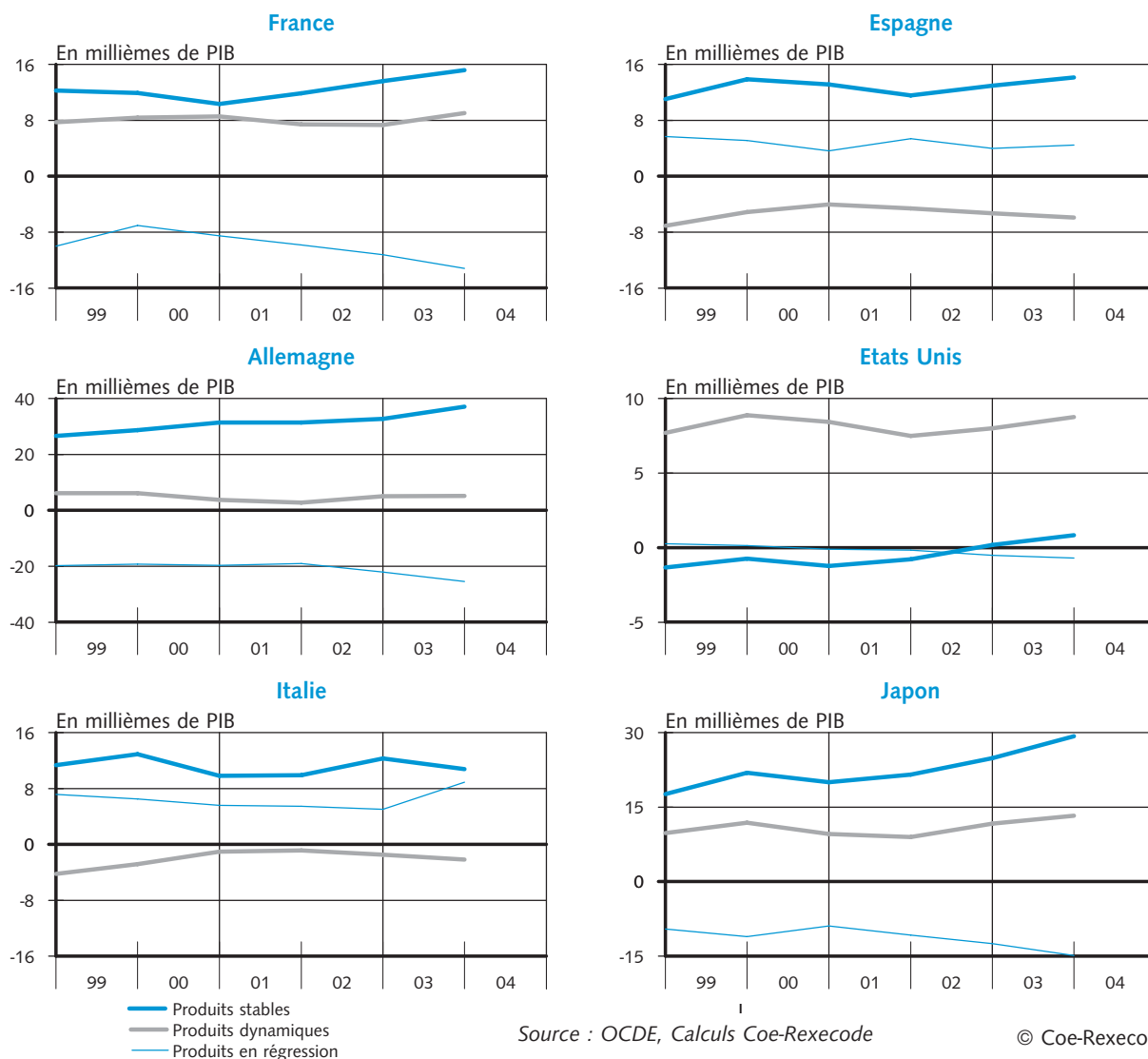


© Coe-Rexecode

Adéquation de la spécialisation aux évolutions du commerce mondial

Au regard des évolutions de la structure par produit du commerce international observées depuis 1999 et si l'on fait abstraction des déformations induites par la forte hausse du cours des matières premières, la spécialisation de la France ne semble pas avoir été plus défavorable que celle des autres pays industrialisés. Les « avantages comparatifs révélés » de la France sont en effet concentrés sur des produits dont le poids dans le commerce mondial a été en progression ou stable au cours des dernières années. De ce point de vue, la situation de la France paraît même avoir été plus favorable que celle de l'Espagne et, surtout de l'Italie, qui présentent un désavantage comparatif sur les produits dont le poids dans les échanges mondiaux va croissant et une spécialisation sur les produits « en régression ». La répartition des avantages comparatifs de la France ne semble pas avoir été plus pénalisante que celle de l'Allemagne, celle-ci compensant un moins bon positionnement sur les produits dynamiques par des atouts plus importants sur les produits stables.

Avantages comparatifs révélés par catégories de produits

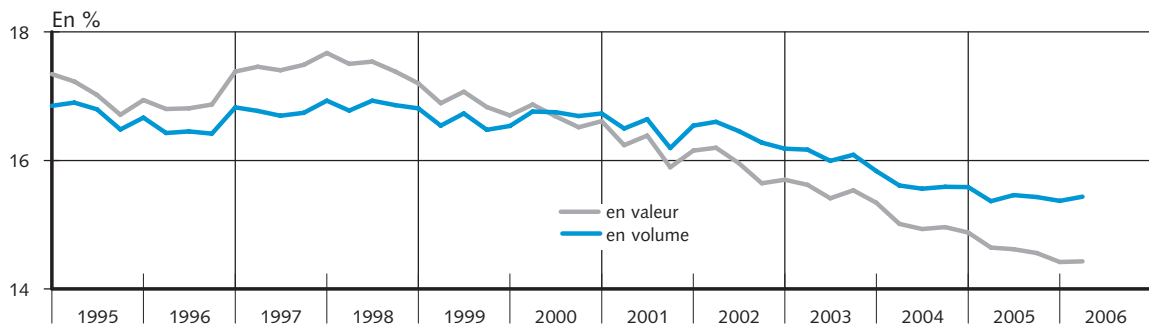


Compétitivité-prix

Les évolutions relatives des prix à l'exportation de l'ensemble des biens et services fournissent une bonne approximation des tendances de la compétitivité-prix d'une économie. Le recul des parts de marché de la France mesurées en volume a été plus tardif que celui observé sur les parts de marché exprimées en valeur. Il s'opère depuis 2002 dans le premier cas quand il s'est amorcé en 1999 en ce qui concerne les exportations en valeur. Tout se passe comme si les exportateurs français avaient dans un premier temps réalisé des efforts de prix plus importants que leurs partenaires européens afin de sauvegarder leur volume d'exportations, celui-ci ne reculant relativement à celui réalisé par l'ensemble de la zone euro que dans un second temps.

De fait, la compétitivité-prix des exportations françaises s'est améliorée continuellement par rapport à l'ensemble de la zone euro depuis 1999. En particulier, la dérive des prix à l'exportation en France a été bien moins vive que ne l'a été celle des prix italiens. Le constat est moins net en ce qui concerne l'évolution relative des prix français à l'exportation par rapport aux prix allemands.

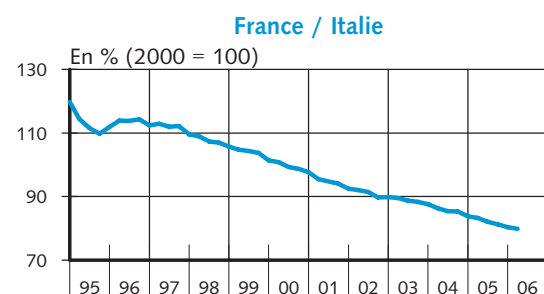
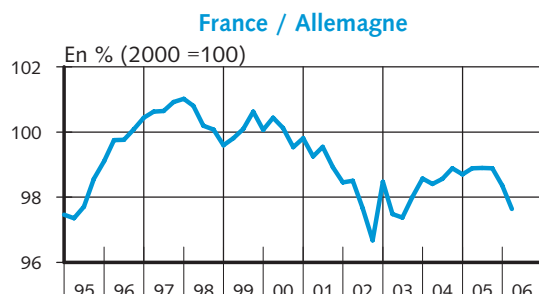
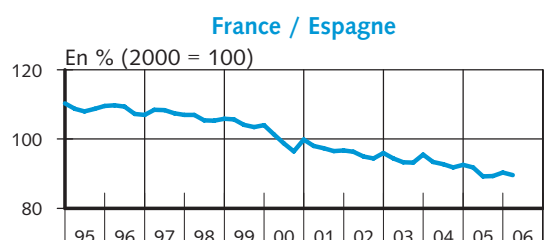
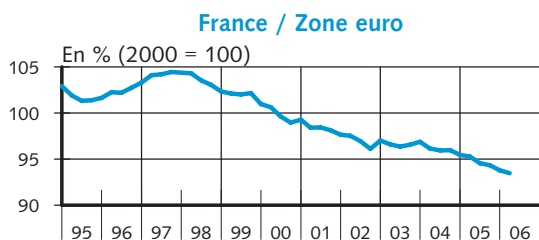
Exportations de biens et services France/zone euro



Sources : Eurostat, Insee

© Coe-Rexecode

Evolutions comparées des déflateurs des exportations de biens et services



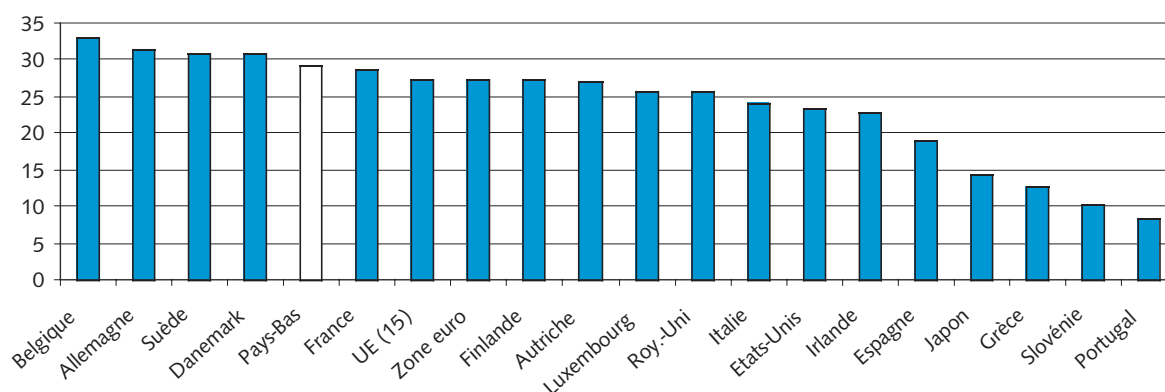
Sources : Eurostat, INSEE

© Coe-Rexecode

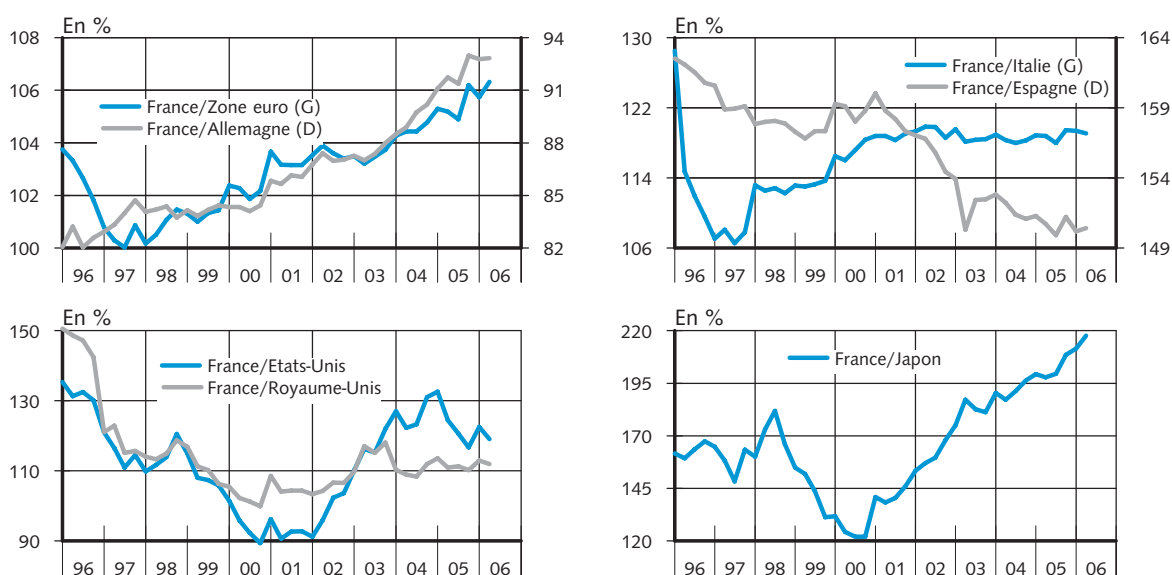
Compétitivité-coût : coûts salariaux horaires

Les coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière en France, tels qu'on peut les mesurer à partir des différentes enquêtes publiées par Eurostat, s'élevaient en 2005 à 28,8 euros par heure, un niveau plus élevé que celui observé dans l'ensemble de la zone euro, au Royaume-Uni, en Italie, aux Etats-Unis, en Espagne ou au Japon, mais encore inférieur à celui qui prévaut en Allemagne ou aux Pays-Bas. Au cours des sept dernières années, les coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière ont progressé nettement plus vite en France que dans les autres grands pays industrialisés, seule l'Espagne faisant exception de ce point de vue. Le décrochage s'opère entre la fin 1999 et le début 2001 avec l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Dans ces trois derniers pays, les évolutions sont expliquées pour plus de la moitié par celles du taux de change et, sauf dans le cas du Japon, n'ont pas suffi à compenser celles survenues avant 1999. Avec l'Italie, le décrochage est plus précoce (1997) mais à partir de 2002, les coûts salariaux horaires dans les industries manufacturières françaises et italiennes progressent sensiblement au même rythme.

Coûts salariaux horaires en 2005 en euros par heure effectivement travaillée Industrie manufacturière



Evolutions comparées des coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière



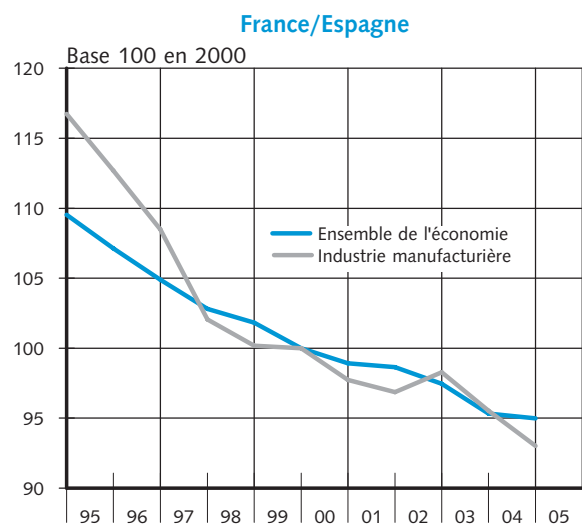
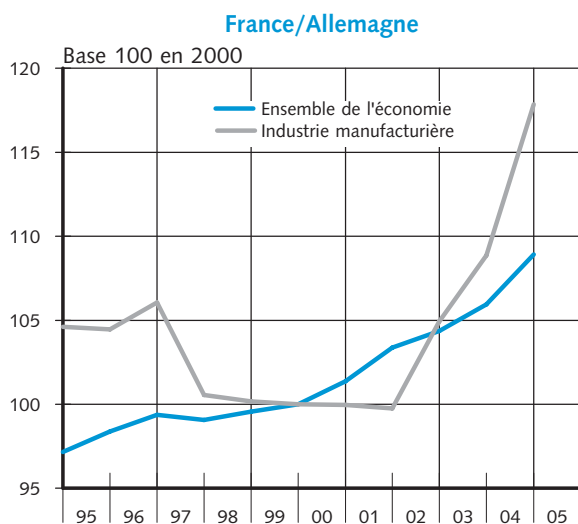
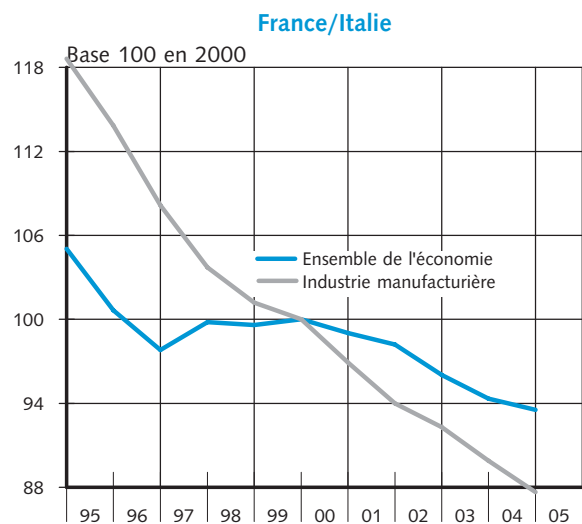
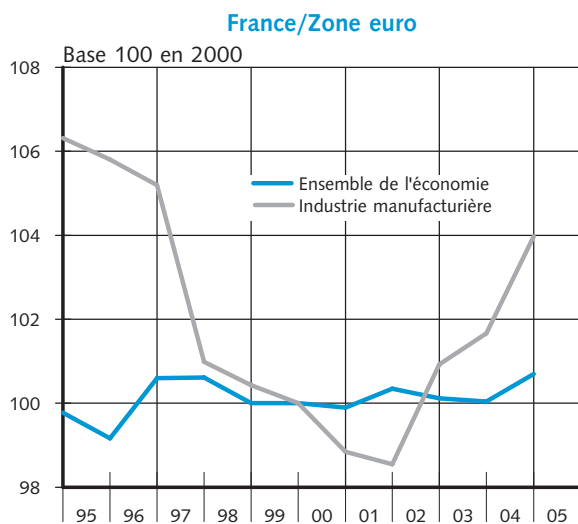
Source: Eurostat

© Coe-Rexecode

Compétitivité-coût : coûts salariaux unitaires

Les indicateurs de coûts salariaux unitaires construits à partir des données de comptabilité nationale, qui mesurent la masse salariale nécessaire pour produire une unité de valeur ajoutée donnent une image un peu meilleure de l'évolution de la compétitivité coût de la France dans l'industrie manufacturière que les indicateurs de coûts salariaux horaires précédemment analysés, sauf vis-à-vis de l'Allemagne. Les coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière ont de fait diminué de 2,4 % en France sur l'ensemble de la période 1995-2005 alors qu'ils progressaient de 32 % en Italie, de 22,4 % Espagne et ne reculaient que de 0,2 % dans l'ensemble de la zone euro. Vis-à-vis de la zone euro prise dans son ensemble, la tendance s'est toutefois nettement inversée entre 1999 et 2005: alors que les coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière ont renoué avec une tendance modérément haussière en France au cours de ces six années, ils se sont légèrement contractés (-0,4 %) dans l'ensemble de la zone euro, principalement du fait de la forte baisse intervenue en Allemagne (-12,3 %).

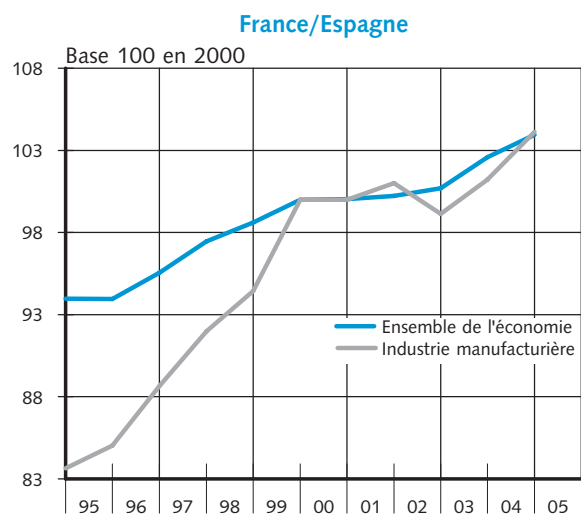
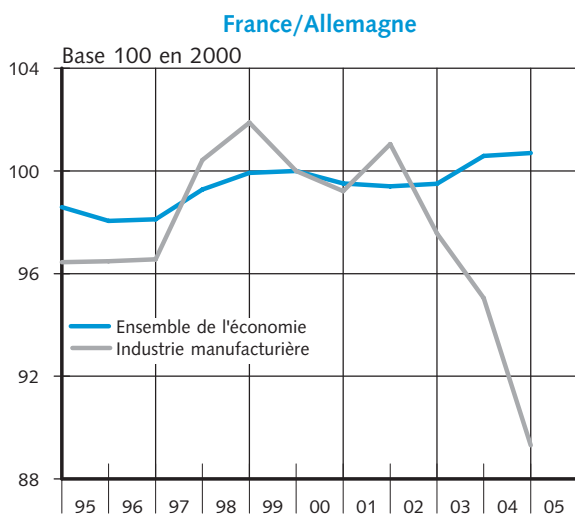
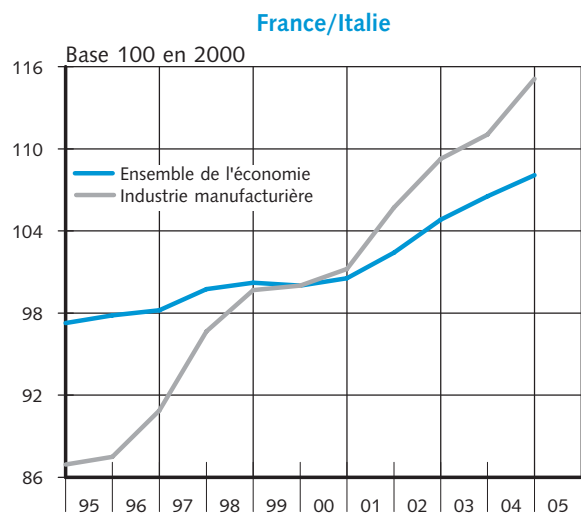
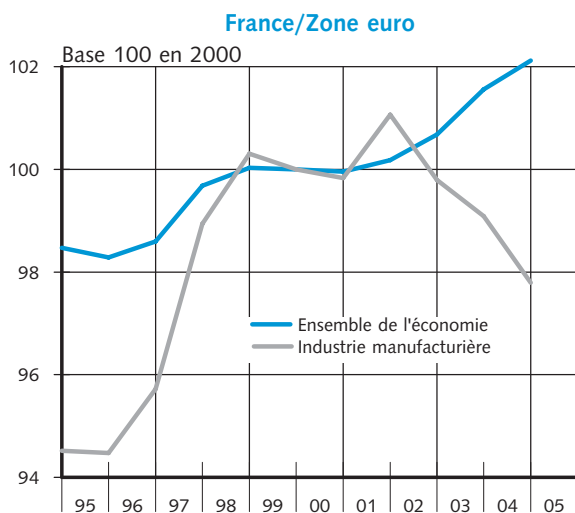
Evolutions comparées des coûts salariaux unitaires



Productivité apparente du travail

Les écarts constatés entre les différents pays de la zone euro en matière de progression des coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière au cours des dix dernières années résultent des évolutions différenciées de la productivité apparente du travail, définie comme le nombre d'unité de valeur ajoutée produite par employé. Les évolutions de la masse salariale chargée par tête ont en revanche été plus homogènes. Ainsi, entre 1995 et 2005, la productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé à un rythme supérieur de 34,5 points de pourcentage à celui observé dans l'industrie manufacturière italienne, faisant plus qu'expliquer l'écart de 32,5 points de point de pourcentage observé en terme de progression des coûts salariaux unitaires. Vis-à-vis de l'Espagne, le constat est similaire. De même, l'évolution divergente observée à partir de 1999 entre les coûts salariaux unitaires dans les industries manufacturières françaises et allemandes reflète avant tout une amélioration plus forte de la productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière allemande. Entre 1999 et 2005, la productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière a enregistré une hausse de 30,2 % en Allemagne, contre 14,2 % en France.

Evolutions comparées de la productivité apparente du travail



Source : Commission européenne

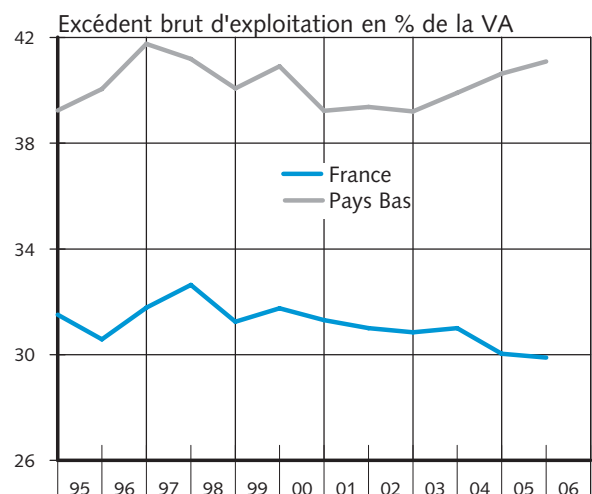
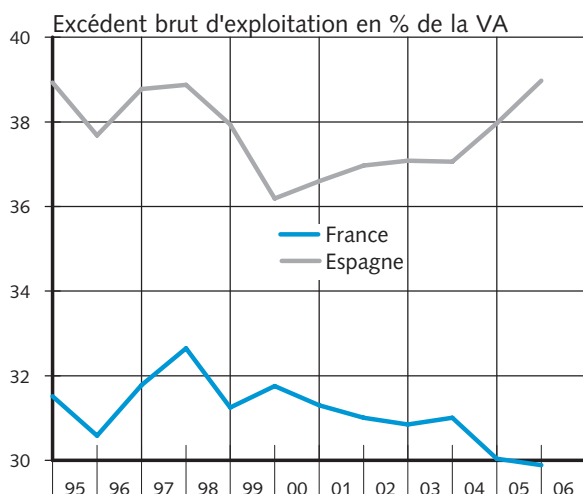
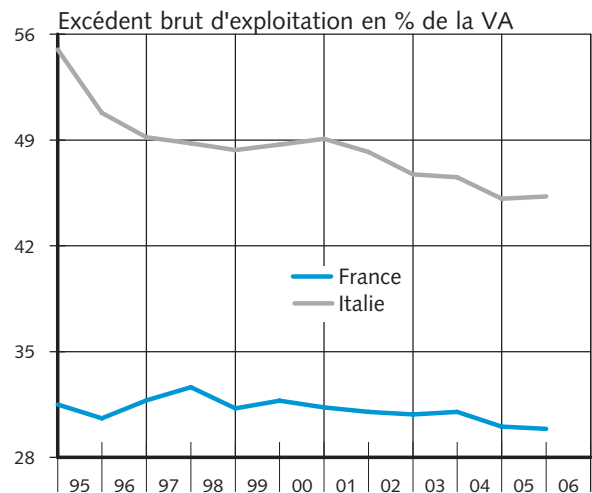
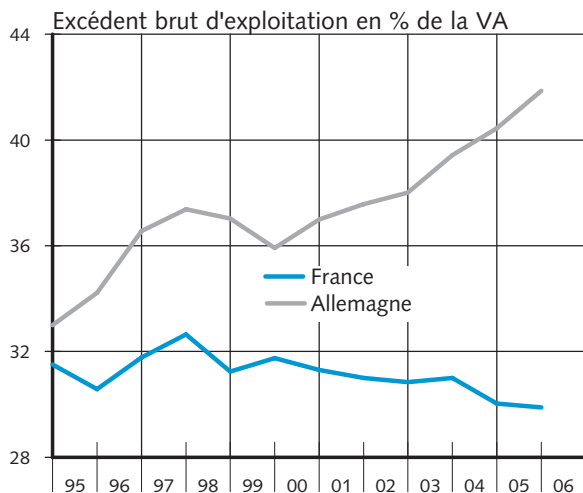
© Coe-Rexecode

Taux de marge des entreprises : ensemble de l'économie

Les estimations de taux de marge des entreprises restent relativement malaisées en l'absence d'une source véritablement homogène. La Commission européenne publie toutefois un indicateur de résultat des entreprises calculé sur l'ensemble constitué par les sociétés non financières et les sociétés financières. Ce n'est en fait pas tant l'examen du niveau du taux de marge qui est à privilégier dans cet exercice mais plutôt celui de sa dérive.

Les efforts de prix qui ont été consentis par les exportateurs français pour limiter leurs pertes de parts de marché en volume, dans un contexte où les coûts salariaux ont progressé plutôt plus vite que dans l'ensemble de la zone euro, se sont opérés via un prélèvement sur les marges des entreprises. Le taux de marge de l'ensemble des sociétés opérant sur le territoire français a reculé de près de deux points entre 2000 et 2005 quand, à l'inverse, il en regagnait six dans le cas des sociétés opérant en Allemagne. L'évolution du taux de marge des sociétés installées en Italie est proche de celle observée en France. Elle est même encore un peu plus accusée.

Taux de marge des sociétés financières et non financières Evolutions comparées



Source : Commission européenne

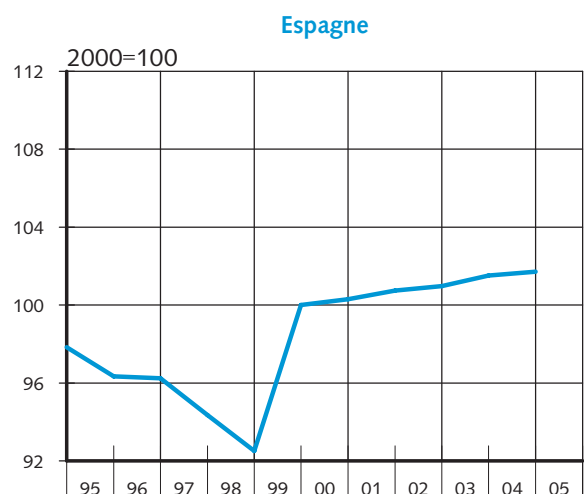
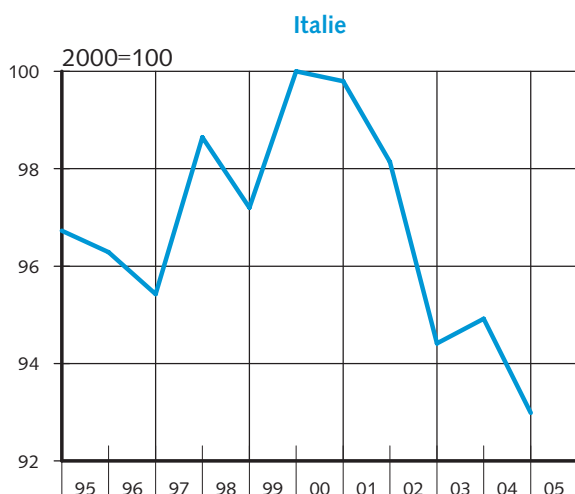
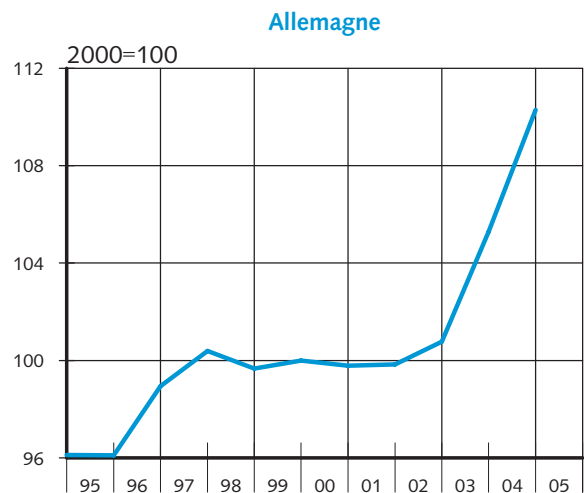
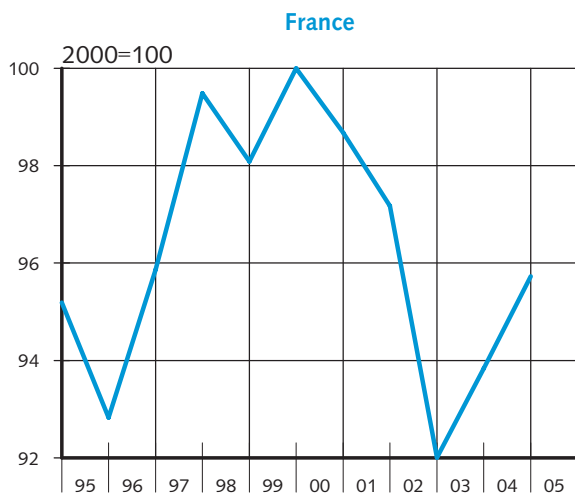
© Coe-Rexecode

Taux de marge des entreprises : industrie manufacturière

En l'absence d'indicateur européen de taux de marge construit pour l'ensemble des sociétés non financières du secteur industriel manufacturier, nous évaluons l'évolution des résultats d'exploitation de ces dernières au moyen du ratio qui rapproche l'évolution du prix de leur valeur ajoutée à celle de leur coût salarial unitaire. Cet indicateur fournit en effet une information utile quand à la déformation du partage de la valeur ajoutée.

Entre 2000 et 2003, le taux de marge des entreprises du secteur industriel manufacturier se serait replié vivement avant de se redresser quelque peu en 2004 et 2005. Cette tendance n'est que partiellement confirmée par les données issues de la comptabilité nationale française. Selon ces dernières, le taux de marge des sociétés non financières du secteur manufacturier a reculé de 30,1 % en moyenne en 2000 à 26,1 % en 2003. Il ne se serait toutefois pas redressé depuis (ressortant à 25,5 % en 2005) contrairement à ce qu'indique le graphique présenté ci-dessous. L'évolution du ratio du prix de la valeur ajoutée au coût salarial unitaire en France tranche avec celle obtenue dans le cas de l'Allemagne en raison des importants gains de productivité exercés dans ce l'industrie au sein de ce dernier pays.

Evolutions comparées du ratio du prix de la valeur ajoutée au coût salarial unitaire dans l'industrie manufacturière



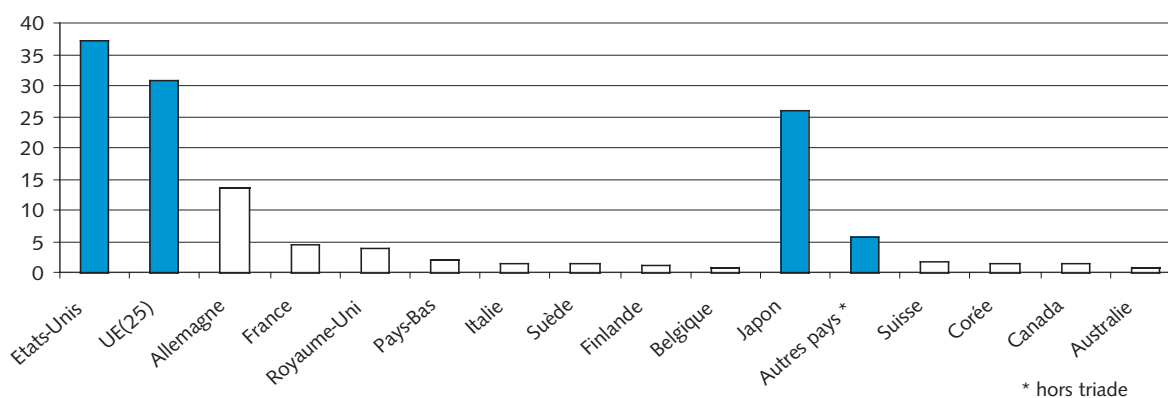
Source : Commission européenne

© Coe-Rexecode

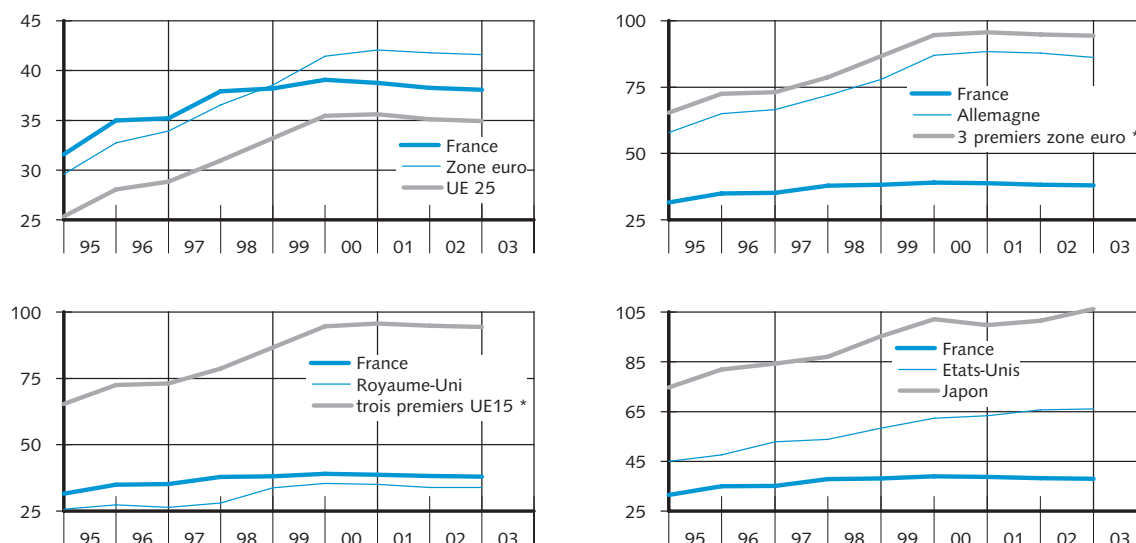
Innovation : familles de brevets triadiques

Mesurée au travers des dépôts de familles triadiques de brevets, la performance de la France en matière d'innovation apparaît nettement en retrait de celle des Etats-Unis, du Japon, de la zone euro et de l'Allemagne. Certes, la faiblesse de la part de la France dans l'ensemble des familles de brevets triadiques revenant aux pays de l'OCDE relativement à celle des Etats-Unis, du Japon, de la Zone euro prise dans son ensemble et de l'Allemagne n'est pas surprenante, compte tenu des différences de taille relative. Toutefois, même en rapportant le nombre de familles de brevets triadiques revenant à chaque pays à leur population respective de manière à limiter ce biais, les performances de la France apparaissent nettement en retrait de celles des Etats-Unis, du Japon, de la Zone euro, et au sein de celle-ci, de l'Allemagne, de la Finlande et des Pays Bas. Bien plus l'écart semble s'être creusé depuis quelques années. La performance de la France reste en revanche meilleure que celle du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie, à la fois en termes absolus et une fois prises en compte les différences de taille relative.

**Part dans les familles triadiques de brevets
en % des familles triadiques de brevets revenant aux pays de l'OCDE en 2003**



**Evolutions comparées des brevets triadiques
Familles de brevets triadiques par millions d'habitants**



Source: OCDE

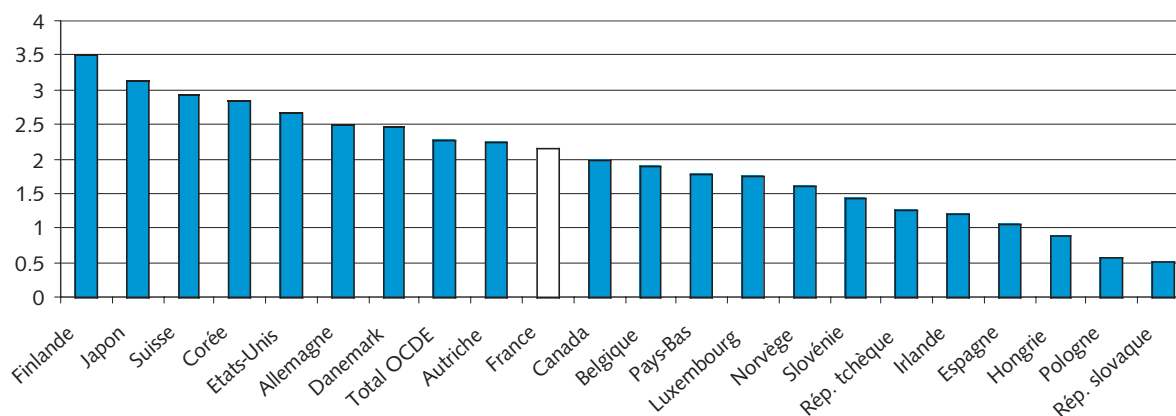
*selon le nombre de brevets (2003), hors France

© Coe-Rexecode

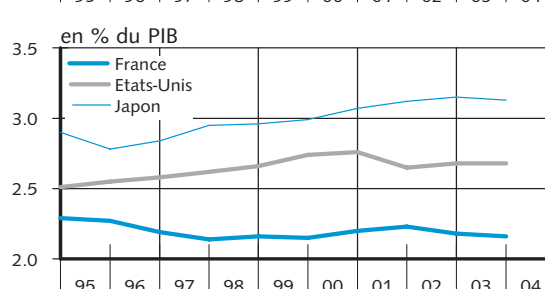
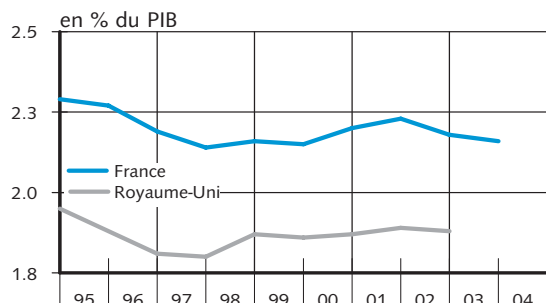
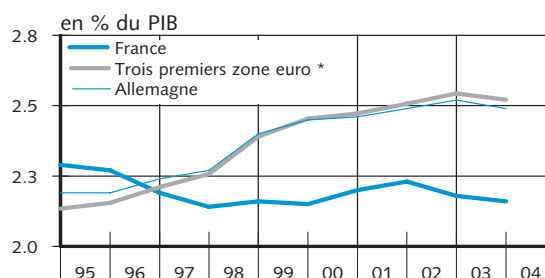
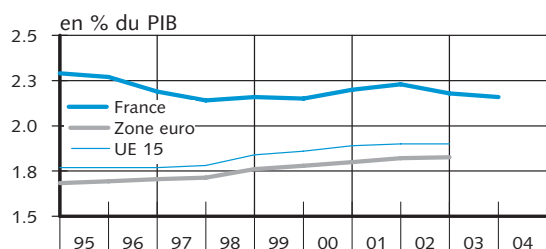
Innovation : dépenses intérieures en R & D

En terme d'intensité des dépenses intérieures de Recherche et développement relativement au PIB en parité de pouvoir d'achat, la France ne se classait également en 2003 qu'au dixième rang, loin derrière le Japon, les Etats-Unis, et, au sein de la zone euro, la Finlande, l'Allemagne. L'écart vis-à-vis de ces pays s'est même un peu creusé au cours de la dernière décennie. La France se positionnait même légèrement moins bien que la moyenne des pays de l'OCDE en 2004. En revanche, le poids des dépenses intérieures de Recherche et développement dans le PIB de la France était supérieur à celui des dépenses intérieures de Recherche et développement dans le PIB des pays de la zone euro ou de l'UE 15 pris dans leur ensemble, du Royaume Uni, de l'Italie, et de l'Espagne, les écarts vis-à-vis de ces deux derniers pays s'étant toutefois légèrement réduit au cours de la dernière décennie.

Dépenses intérieures de R & D en % du PIB en 2004



Evolutions comparées des dépenses intérieures de R & D (en % du PIB, valeur - PPA)



Source: OCDE

*en 2003, hors France

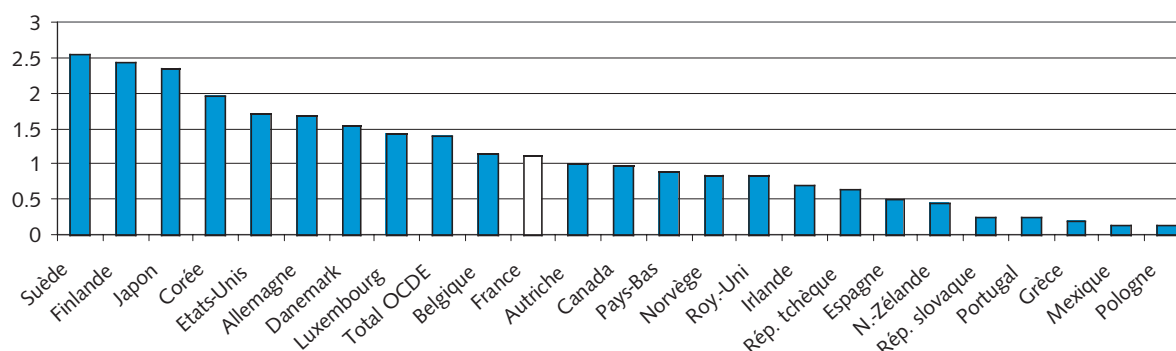
I

© Coe-Rexecode

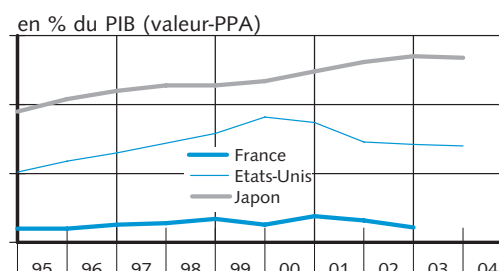
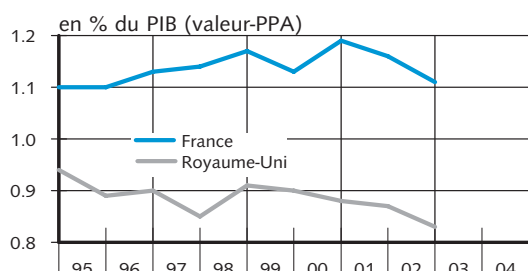
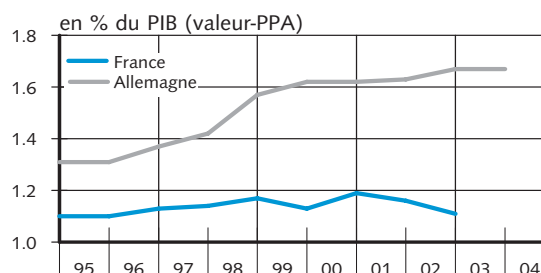
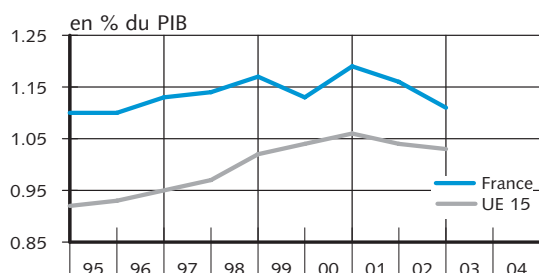
Innovation : dépenses intérieures en R & D des entreprises

En ce qui concerne l'intensité des dépenses intérieures de Recherche et développement des entreprises relativement au PIB en parité de pouvoir d'achat, le constat est similaire. La France ne se classait également en 2003 qu'au onzième rang, loin derrière le Japon, les Etats-Unis, et, au sein de la zone euro, la Finlande et l'Allemagne. Les écarts sont même plus importants que ceux concernant le poids dans le PIB des dépenses de Recherche et développement prises dans leur ensemble et se sont également légèrement creusés au cours de la dernière décennie. En revanche, le poids des dépenses intérieures de Recherche et développement des entreprises dans le PIB de la France était supérieur à celui des dépenses intérieures de Recherche et développement dans le PIB des pays de l'UE à 15 pris dans leur ensemble, du Royaume-Uni, de l'Italie, et de l'Espagne, les écarts étant toutefois moindres que ceux concernant le poids dans le PIB des dépenses de Recherche et développement prises dans leur ensemble et s'étant, sauf vis-à-vis du Royaume Uni, réduit au cours de la dernière décennie.

Dépenses intérieures de R & D financées par les entreprises en 2003 en % du PIB



Evolutions comparées des dépenses intérieures de R & D des entreprises (en % du PIB, valeur - PPA)



Source: OCDE

© Coe-Rexecode